

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13139 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 26-LUNDI 27 AVRIL 1987

Les données d'un règlement de la crise du Proche-Orient

Le retour de l'OLP

La dix-huitième session du Conseil national palestinien (CNP), qui devait s'achever samedi 25 avril ses travaux à Alger, a une fois de plus consacré l'autorité de M. Arafat et la place incontournable qu'occupe l'OLP au sein du mouvement palestinien. On est loin de l'époque où M. Brzezinski, le conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité nationale, lançait, au lendemain de la signature des accords de Camp David : « Bye bye OLP ». L'OLP et son chef, qu'on les aime ou pas, sont bel et bien vivants et ont surmonté au cours des dix dernières années les multiples embûches dressées sur leur chemin. On aurait pu penser que M. Arafat ne survivrait pas, politiquement du moins, à son départ humiliant de Beyrouth en 1982 et à toutes les tentatives qui ont été faites depuis par Damas en vue de le marginaliser. Il n'en a finalement rien été.

La réunification de la centrale palestinienne, longtemps menacée d'éclatement, représentait avant tout une victoire de M. Yasser Arafat aux dépens de la Syrie, qui a tenté en vain de mettre sur pied une « OLP bis ». Ce n'est pas l'organisation de M. Arafat qui a éclaté, mais le Front du salut national palestinien, créé en 1985 par le président Assad, qui a littéralement imploré avec le retour de M. Habache et de son mouvement, le FPLP, dans le giron de l'OLP.

Certes, la victoire de M. Arafat ne s'est pas faite sans concessions, et ce n'est pas de gaieté de cœur que le dirigeant de l'OLP a abrogé les accords qu'il avait signés avec le roi Husein et qui constituaient pour lui une des clés essentielles de la paix au Proche-Orient. Il a dû de même prendre quelque distance à l'égard du Caire. Bien que la résolution sur l'Égypte adoptée par le CNP soit un modèle d'ambiguïté, elle ne laisse pas de doute sur la volonté de M. Arafat de maintenir la porte ouverte avec le président Mubarak.

Même démarche conciliante envers la Jordanie, avec une référence toute platonique à une éventuelle « confédération jordanienne-palestinienne ». M. Arafat a ainsi réussi la gageure difficile de refaire l'unité de son mouvement tout en évitant la rupture avec les pays arabes modérés et en préservant sa marge de manœuvre.

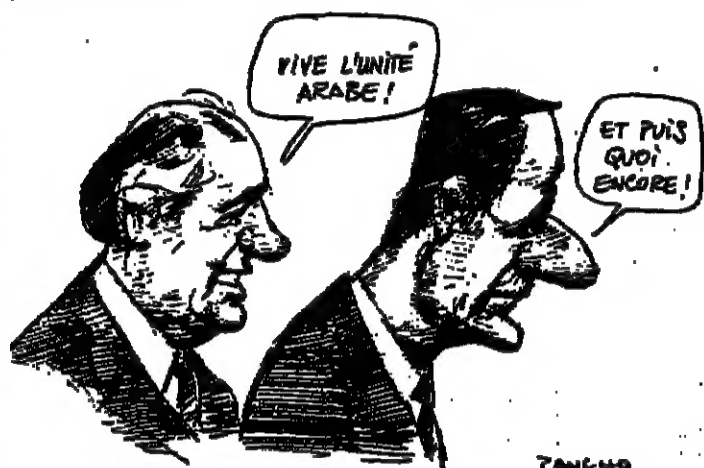
Reste à savoir si la réunification de l'OLP résistera à l'épreuve du temps et aux agissements des pays arabes, qui sont ainsi privés de la possibilité de jouer sur les contradictions internes du mouvement palestinien. Celles-ci ne sont bien sûr pas complètement gommées. Et d'un certain point de vue, ce CNP est intéressant par les questions qu'il laisse en suspens. En acceptant cette formule, les organisations présentes, et principalement le Fath, le FPLP de M. Hawatmeh, le FPLP de M. Habache, ont admis que le débat politique devait dorénavant se faire dans un cadre unitaire.

C'est donc avec une OLP réunifiée qu'il faudra désormais envisager de faire la paix. Une entreprise difficile si l'on songe que les Israéliens ont toujours refusé de dialoguer avec une organisation un peu sommairement qualifiée de « terroriste ». La victoire de M. Arafat ne facilitera pas l'éventuelle tenue d'une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient. Celle-ci, en définitive, pourrait être la première victime du retour en force de l'OLP sur la scène politique proche-orientale.

(Lire nos informations page 4.)

M. Gorbatchev exclut pour l'instant une normalisation avec Israël

Faisant allusion aux récentes rumeurs concernant une normalisation des relations avec Israël et un accord sur l'émigration massive de juifs, M. Gorbatchev a déclaré, le vendredi 24 avril, « le tas d'inventions propagées ces derniers temps ». Recevant le président syrien Hafez El Assad, il a ajouté : « Il doit être clair qu'un progrès dans nos relations avec Israël n'est concevable que dans le cadre du processus de règlement au Proche-Orient. Dissocier cette question de ce contexte est impossible. »



Lire nos informations page 4.

L'enquête sur les attentats de septembre à Paris

L'imbroglie du terrorisme libanais

Six personnes étaient encore gardées à vue, le samedi 25 avril, dans le cadre de l'enquête menée par la DST sur les attentats parisiens de septembre 1986. Mettant au jour un réseau logistique animé par un militant musulman intégriste, l'évolution de l'enquête souligne les divergences d'appréciation, dans le monde du renseignement, sur l'origine des attentats et l'engagement des groupes terroristes venus du Liban.

« La famille Abdallah a une part de responsabilité essentielle », déclarait M. Jacques Chirac, le 6 octobre 1986, quelques semaines après la plus violente vague d'attentats venus du Proche-Orient qu'ait connue la capitale. Cette famille est un « groupement de tueurs », re-

cherchait M. Robert Pandraud, le 15 octobre 1986. Ces déclarations du premier ministre et du ministre délégué chargé de la sécurité illustraient la conviction du gouvernement et des policiers que l'enjeu premier des attentats revendiqués par le CSPPA était la libération du chef des FARL, même si elle était réclamée avec celles de Varoujan Garbedjian, militant de l'ASALA arménienne, et Amis Naccache, militant libanais pro-iranien.

Cette conviction s'appuyait sur plusieurs éléments. D'abord, un fait matériel. L'attentat commis, dans la galerie Point Show des Champs-Élysées, le 20 mars, jour de l'entrée en fonctions du gouvernement de M. Chirac, qui clôturait la première vague terroriste du CSPPA, fit deux morts de nationalité libanaise. L'un d'eux, Nabil Dagher, de confession chrétienne, n'était pas inconnu des services de renseignement qui le considéraient comme un membre des FARL, à l'instar de son cousin, Salim El Khoury. Il fut d'ailleurs détenu durant un mois, en 1985, mais aucune preuve formelle de sa participation à une action terroriste ne put finalement être retenue contre lui. Or les spécialistes de l'identité judiciaire, étudiant la position de son corps et relevant des traces de poudre sur ses mains, devaient conclure qu'il avait probablement été tué par l'explosion mal maîtrisée de sa propre bombe.

Second élément : les tractations secrètes suivies de promesses, finalement non tenues, faites par plusieurs émissaires français, dans les mois qui suivirent l'attentat des Champs-Élysées. L'élargissement de Georges Ibrahim Abdallah avait été envisagé par le gouvernement socialiste en mars 1985 en échange de la libération de Gilles Sidney Peyrolles, enlevé au Liban. Sa libération fut à nouveau évoquée durant l'été 1986 : après un verdict clément à Lyon, un non-lieu était en préparation pour les autres dossiers instruits contre lui à Paris. Dans les milieux judiciaires et policiers, plusieurs sources précisaient à l'époque, que l'ultimatum fixé par les amis du chef des FARL expirait le 1^{er} septembre et confirmait que l'enjeu de la négociation était uniquement Abdallah, les noms de Garbedjian et Naccache ne semblant figurer dans les communiqués du CSPPA que pour faire nombre.

GEORGES MARION,
et EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 7.)

Vertus et faiblesses d'une biographie

Les ingrédients de la recette Walesa

L'émission « Apostrophes » du vendredi 24 avril a été entièrement consacrée à Lech Walesa, à l'occasion de la sortie de son livre *Un chemin d'espoir*.

Pataud et malin à la fois : c'est ainsi qu'est apparu ce « bon petit diable » de Lech Walesa, bon fils, bon mari, bon père, bon catholique, bref bon Polonais.

Pas plus que dans son « autobiographie », au titre lui aussi angélique : « Un chemin d'espoir ». Lech Walesa ne nous avait réservé des révélations, des déclarations fracassantes. Bien au contraire ; il s'est appliqué à conforter son image d'homme de convictions mais aussi de bon sens, d'homme de raison et de religion. Prenant bien soin d'éviter toute attaque frontale contre le régime actuel, Walesa fixe son regard bien au-delà du général aux lunettes noires. Pour lui,

l'heure est toujours à l'application des accords de Gdansk de 1980. Les réformes qu'ils impliquent restent inéluctables. « J'en vois déjà les formes, les prémisses, les difficultés aussi, dit-il. Il n'existe pas de voie en dehors d'elles ; elles se feront qu'on le veuille ou non » car la « victoire physique » de décembre 1981 sur Solidarité est « absurde » : « On peut forcer un ouvrier à extraire du charbon en braquant un revolver sur lui mais pas un chercheur à faire de nouvelles inventions... »

Cet optimisme fondamental, on le retrouve, bien sûr, à toutes les pages de l'énorme biographie de Walesa que Claude Durand, le directeur de Payard, a laborieusement extraite de Gdansk, chapitre par chapitre et par des voies détournées. Après une première partie consacrée à la « saga » de la tribu Walesa - qui se confond

pratiquement avec la chronique du hameau de Popowo - et avant de nous livrer l'histoire minutieuse des années d'espoir et de plomb de Solidarité, notre héros s'étend sur un épisode assez mal connu jusqu'à présent, mais qui a joué un rôle sans doute essentiel dans sa formation de leader syndical : sa participation peu glorieuse à la grève de décembre 1970 aux chantiers navals de Gdansk, durant laquelle il se reproche toujours d'avoir fait preuve d'indécision, d'hésitation, de naïveté. « Je me souviens de cette époque, écrit-il, comme d'un temps de défaites, d'échecs à la fois humains, professionnels et moraux ». Pendant près de dix ans, Walesa va ruminer cet échec tout en participant à l'aventure des syndicats libres.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 3.)

La vaccination des enfants du tiers-monde

Un entretien avec le directeur général de l'UNICEF.
PAGE 7

L'état d'urgence en Afrique du Sud

Chiffres officiels : 4 244 détenus, dont 1 424 mineurs.
PAGE 5

La commémoration du génocide arménien
Réédition de trois documents accablants.
PAGE 3

La privatisation du CCF

Le prix de l'action est fixé à 107 F.
PAGE 13

Le Monde

RÉGIONS

Un tour de France avec nos correspondants
Page 12

Duel Bourguès-Berlusconi

A Cannes, les enchères montent sur les séries américaines.
PAGE 8

Guernica

Cinquante ans après le carnage.
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 16

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 170 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 12,70 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 338 F CFA ; Suède, 13,70 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Dates

Il y a cinquante ans

Le cauchemar de Guernica

RENDEZ-VOUS

Lundi 27 avril. — Paris : visite officielle de M. Shamir (jusqu'au 30). — Luxembourg : session de l'UEO consacrée au désarmement nucléaire ; réunion des ministres des affaires étrangères et de la défense de la CEE. — Bruxelles : réunion des ministres de l'agriculture de la CEE ; conseil des affaires générales de la CEE. — Buenos-Aires : visite de M. Raymond Barre. — Ramallah : reprise du procès de quatre pacifistes israéliens accusés de contacts publics avec l'O.L.P.

Mardi 28 avril. — Bruxelles : réunion du groupe de Trevi.

Mercredi 29 avril. — Washington : visite du premier ministre japonais, M. Nakasone. — Monde islamique : début du ramadan.

Jendredi 30 avril. — Bonn : visite du pape (jusqu'au 3 mai). — Berlin-Ouest : fête du jubilé de la fondation de Berlin.

Vendredi 1^{er} mai. — Moscou : entrée en vigueur de la loi sur le travail individuel.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75227 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 636572 F
Télécopieur : (1) 45-23-96-91
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Directeur :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Lemaire (1982-1985)

Date de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :
Daniel Verdet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tape LEMONDE

ABONNEMENTS

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Composants d'adresse détaillés en

provinces : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les sous-prints en capitales

d'impression.

Le Monde (USPS 798-010) is published daily,

except Sundays for \$ 4.00 per year by Le

Monde c/o Speedpost, 45-45 38 St

Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class

postage paid at New York, N.Y.

postmaster : send address changes to Le

Monde c/o Speedpost U.S.A., P.O.C.,

45-45 38 St Street, L.C.I., N.Y. 11104.

Une guerre semblait étrangement lointaine en ce lundi 26 avril 1937 à Guernica. Certes, des familles des villes et des villages de la province voisine du Guipuzcoa s'y étaient réfugiées ; une compagnie de *gudaris*, combattants des milices basques, y prenait quelque repos ; mais le marché s'était déroulé comme à l'accoutumée. Et, la veille encore, ces mêmes *gudaris*, avaient défilé dans les rues de la ville avant de danser sur la place des *zortikos* et l'*ikurrurri*, la danse au drapeau. Un peu comme si la guerre était un cauchemar qu'un semblant de normalité pouvait exorciser.

Certes, personne n'ignorait que le front était enfoncé, que la ville de Durango, un peu plus au sud, avait été bombardée le 31 mars. Mais Guernica n'était ni une ville de garnison, ni un centre industriel important (hormis la petite fabrique d'armes *insecta*), ni un nœud de communications, mis à part le pont sur la rivière Oca, dernier point de passage avant l'estuaire. Seuls les militaires avaient reçu quelques nouvelles alarmantes.

Vers 16 h 30, la ville bascula cependant dans l'horreur. Les cloches de l'église de Santa Maria sonnèrent le tocsin, un bombardier allemand, un Heinkel-111, largua ses bombes au-dessus de la ville et repartit presque immédiatement. La ville n'avait pas encore trop souffert, mais de nombreuses personnes avaient été surprises dans leur maison, sur la place du marché, dans les rues.

L'avion n'était pas parti depuis dix minutes, qu'une escadrille de six Junker-52 piqua directement sur le centre de la ville. Paniqués, les gens se précipitèrent vers des abris de fortune et dans des caves. D'autres essayèrent de fuir vers la montagne mais furent fauchés par la mitraille des avions. Lorsque l'escadrille s'éloigna enfin, les survivants commandèrent à sortir de leurs refuges, essayèrent d'organiser des secours. Mais il fut impossible d'œuvrer utilement, faute de matériel.

C'est alors que les avions revinrent une troisième fois, lâchant des bombes explosives, semant l'effroi chez ces malheureux qui ne savaient plus comment échapper à la destruction de leur cité. Le capitaine républicain Joseba Elorri, en a été l'un des témoins (1). Il rapporte comment il dégagea le corps d'un enfant de sous les décombres. Il n'oubliera jamais la folle douleur de la jeune mère qui, se saisissant de son gosse, disparut dans la ville.

Le silence était tombé sur Guernica, une heure après le largage de la première bombe. Les gens déambulaient sans mot dire, hébétés devant tant d'acharnement destructeur. Sur la plaza del Ferri, un cheval essayait pitoyablement de se relever malgré une patte brisée. Mais Guernica ne devait pas encore connaître le paix des cimetières : des bombardiers revenaient sur la ville.

Trois heures d'enfer

Le désespoir était tel que certains ne cherchaient même plus à se protéger. L'aviation poursuivait son œuvre macabre en pilonnant les quartiers de bombes incendiaires. La ville était en feu. Les vieilles maisons de bois furent totalement détruites. Il fut impossible d'éteindre le moindre foyer d'incendie, toutes les canalisations ayant été rompues. Terrorisée, la population se terrait. Une dernière escadrille, comme pour s'assurer que la destruction serait totale, procéda à un ultime bombardement ; puis les avions disparurent vers le sud. Ils ne devaient plus revenir. Trois heures d'enfer.

Il était alors 20 heures ; la nuit commençait à tomber. L'impuissance des rescapés à secourir les blessés était désormais totale. Guernica n'était plus qu'une ruine, et les alentours désolés. Mais l'arbre de Guernica, celui au pied duquel les rois d'Espagne juraient de respecter les *fueros*, les libertés des provinces basques, et la Casa de Juntas, l'antique Parlement de la province de Biscaye, avaient été épargnés. Les Basques eurent à un miracle ; il n'en restait pas moins que leur ville-symbole venait d'être crucifiée par celui qui

menait la « sainte croisade contre les rouges et les séparatistes ». Franco avait réussi à abattre le moral des Basques, ces catholiques qui avaient eu l'impudence de se ranger aux côtés des ennemis du Christ roi. Le menace du général Mola de raser la Biscaye avait été mise à exécution : il avait fait plus en rasant Guernica de la carte.

Tel était le premier objectif de ce bombardement. Le second était de détruire le



point du quartier de Renteria, afin de couper la retraite sur Bilbao (situé à 30 kilomètres) aux combattants républicains. Enfin, ce premier raid aérien contre une population civile servit de banc d'essai à la légion Condor.

L'intervention de l'aviation allemande menait d'ailleurs à mal l'idée que la guerre d'Espagne se « limitait » à un conflit civil ; l'opération avait été décidée par le colonel Vigon, chef d'état-major du général Mola, et par von Richthofen, le

chef de la légion Condor. Mais, d'après l'historien Hugh Thomas, les Allemands auraient ignoré la charge affective de leur objectif ; et Vigon n'aurait pas imaginé la violence du raid. Quant à Franco, il aurait ignoré ces préparatifs et même fait savoir par la suite à ses alliés allemands qu'il n'acceptait pas que l'on « massacre [son] peuple ».

D'après les thèses officielles, corroborées également par des études sérieuses, cent cinquante entre cent quatre-vingts personnes périrent à Guernica. Mais compte tenu du fait que la ville avait accueilli de nombreux réfugiés, que la population s'élevait avant la guerre à sept mille habitants, et surtout que Guernica fut détruite à 70 %, il est probable que huit cents à mille personnes trouvèrent la mort le 26 avril et les semaines suivantes du fait de leurs blessures.

Une image déplorable

La nouvelle de la destruction de Guernica devait frapper l'opinion publique mondiale ; grâce à la présence de journalistes, dont le correspondant du *Times* George Steer, et aux témoignages du Père Onaindia. Picasso, auquel on avait demandé, peu de temps avant, de peindre une toile pour le pavillon du gouvernement espagnol à l'exposition internationale de Paris, immortalisa la destruction de Guernica, qui incarnait ainsi la barbarie de la guerre.

C'est dans ce contexte que Guernica devint un second enjeu : celui de la propagande ; car les nationalistes se rendirent compte des effets désastreux du bombardement : ainsi de nombreux catholiques, initialement hostiles au camp républicain, reconsidérèrent leur engagement, par exemple François Mauriac. Deux prêtres basques s'étaient également rendus à Rome pour porter au Saint Père une lettre signée d'une vingtaine d'évêques, dans laquelle ils dénonçaient la destruction de Guernica par les Allemands. Ils ne furent reçus que par le cardinal Pacelli, secrétaire d'État à la papauté, qui les congédia dès que ses visiteurs abordèrent la question du bombardement au motif que l'Eglise était persécutée par les Républicains dans les autres régions espagnoles.

Pour corriger cette image déplorable, les franquistes lancèrent l'idée que Guernica avait été brûlée par les Basques eux-mêmes. Franco alla jusqu'à déclarer, le 18 juillet 1938 : « Ceux qui détruisirent Guernica n'ont pas le droit de parler de patrie ». Ce n'est que lorsque les archives militaires furent ouvertes en 1970 que le bombardement fut enfin reconnu, mais tout en accréditant la thèse que les Basques avaient été déclarés provinces pures par les franquistes. Cette campagne sera un des éléments qui déterminèrent Joseba Elorri à s'immoler en se précipitant de la seconde galerie du fronton d'Anoeta à Saint-Sébastien au pied du Caillou, le 13 septembre 1970. « Je voulais porter le feu de Guernica jusqu'à vos yeux de ses bourreaux », devait-il écrire en exergue de son livre, publié en 1971. Il avait dû son salut aux gardes civils sur lesquels il était tombé.

Mais aujourd'hui encore, cinquante ans après le bombardement, Guernica est au centre d'une troisième bataille : celle du lieu qui doit accueillir la toile de Picasso. Exposée à Madrid, nombre de Basques souhaitent que la fresque soit transférée à Guernica. En attendant, des reproductions de Guernica ornent souvent l'entrée ou le salon des foyers basques : elles témoignent du traumatisme du bombardement. Traumatisme universel et dénonciation de la guerre. Le nom de Guernica résonne encore comme un cri.

ARNAUD BOUTIN

(1) Joseba Elorri : *Quiero morir por algo* (And art, 1971). On pourra consulter également la *Destrucción de Guernica*, de R. Bartra, R. Soutwirth (Rueda Icaria, 1975), sur la controverse nationalistes-républicains sur les responsables du bombardement, ainsi que sur les dimensions au sein du camp nationaliste et de ses alliés germano-italiens, après la répression générale suscitée par cette tragédie.

Rue Singer à Paris

Le « gardien du sommeil » de la délégation d'Euskadi

SILHOUETTE fragile coiffée du traditionnel *txapela* (bêret), Faustino Pastor Gurrutaga s'engouffra au 48 de la rue Singer, à Paris. Il est le « gardien du sommeil » de la délégation d'Euskadi : le siège de l'ancien gouvernement en exil, lieu de réunions et de débats des réfugiés basques, qui avait élu Paris pour capitale. La rue Singer incarnait alors la légitimité basque républicaine.

Jusqu'en 1979, lorsque le statut d'autonomie ayant été négocié avec Madrid, le président Leizaola retourna au Pays basque et la délégation entra alors en léthargie. Mais elle reprend un peu vie trois ou quatre matinsées par semaine, le temps d'une brève « permanence ». On entendrait presque, alors, la frappe des antiques machines à écrire Underwood sur lesquelles étaient fébrilement tapés les messages du *lehendakari* (président), les communiqués de presse et les appels à la mobilisation.

Dans le secrétariat un peu sombre, les mains noueuses du vieux militant se crispent sur le pommeau de sa canne, lorsqu'il évoque Guernica. Alors son débit se précipite, retrouvant la fougue de sa jeunesse. Il se lève prestement pour commenter les photos du bombardement accrochées aux murs lépreux.

Faustino revit la guerre. Ses compagnons l'appelaient *Basurde*, le sanglier en basque ; comme cet animal des bois du Guipuzcoa où il est né ; trapu, buté, fonceur.

La compagnie Zarragoitia, dont il était sergent, avait essayé le feu des requêtes du général Mola sur le front d'Eizola et s'était repliée sur Guernica après être remontée par le port de Bernedo. Le commandant de bataillon Roka Amurriariz, qui devait trouver la mort sur le Ciratun de Herio, les défenses de Bilbao, avait un pressentiment. « Il nous avait fait installer notre unique mitrailleuse dans un abri creusé dans le sol, à proximité du collège des Augustins, où nous étions logés. Il avait bricolé à la va-vite un système permettant de l'orienter vers le ciel, car elle n'était conçue que pour le tir tiré. » Txarraz Olazabal et Basurde furent désignés à ce poste. « Nous étions les *Rambo* de l'époque », lance-t-il dans un éclat de rire.

Le jour du bombardement, ils essayèrent en vain « de descendre ces obus d'acier qui crachaient la mort et qui devaient détruire notre ville sainte ». Aujourd'hui encore, le rage le saisit. Les mains agrippées sur une mitrailleuse imaginaire, il revit ces moments terri-

bles. Entre deux vagues d'attaques, Basurde eut la présence d'esprit de chercher son appareil photo. C'est lui qui a fixé les premières images de l'horreur. « Si j'avais pu imaginer un instant ce que les franquistes allaient inventer par la suite, que nous avions nous-mêmes incendié Guernica, j'aurais pris les avions pour apporter les preuves. »

Mais il n'y a pas de haine chez ce catholique fervent qui, chaque dimanche, entonne des cantiques à la Melon basque, « avec ses frères du Nord », les Basques français. Il ne regrette rien de ses engagements passés, mais ne comprend pas la poursuite de la lutte armée. La grande division des forces abertzales (nationalistes) l'attriste également. Mais ce qui lui fait le plus mal, ce sont les invectives des militants les plus radicaux contre son parti, le Parti nationaliste basque (PNV, démocrate-chrétien, partageant le pouvoir régional avec les socialistes).

Un seul regret tout de même : il n'a pas à Guernica pour le cinquantenaire. Agé de soixante-dix-huit ans, il se sent fatigué et appréhende les grands mouvements de foule.

A. B.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

ANICET
LE PORS

dimanche 18 h 15

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec Patrick JARREAU
et Bertrand LE GENDRE (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Bernard LEHUT (RTL)

1500

Les négociations sur le désarmement

arméens, qui, selon le département d'Etat, « offensaient le Torgue » du sous-chef, M. Jean-Baptiste Rainaldy, député, le 22 avril 1915, devant l'Assemblée nationale, au système qui avait fait des victimes des massacres de 1915. « Pour autant », a ajouté le ministre des affaires étrangères, nous ne saurions imputer raisonnablement au peuple turc d'aujourd'hui la responsabilité d'un massacre commis sous l'Empire ottoman, ni apporter notre caution à des revendications qui menaceraient l'intégrité de la République turque. »

Alors que cette question revient en discussion devant les instances européennes, les éditions Payot publient trois importants documents datant de 1916.

Le sort des armes à courte portée divise la coalition gouvernementale en Allemagne fédérale

forces conventionnelles. Bonn estimait qu'une telle négociation devrait aboutir non pas à l'élimination des missiles intermédiaires à courte portée (SRINF), mais à la fixation d'un plafond égal pour les deux parties.

D'accord en cela avec l'ensemble des dirigeants de la CDU, y compris avec ceux qui étaient hostiles au départ à l'« option zéro » sur les missiles intermédiaires, M. Rübke s'est, en revanche, toujours opposé à une distinction entre les missiles de 150 à 500 kilomètres de portée d'une part, ceux de 500 à 1 000 kilomètres de portée d'autre part. Il estime qu'une telle distinction placerait

mination des missiles de portée intermédiaire basés en Europe - SS-20 soviétiques, Pershing-2 et missiles de croisière américains, - on se mette aussitôt, du côté occidental, à déployer de nouveaux missiles de portée plus courte. Les Soviétiques ont, en effet, dans ce domaine, une supériorité écrasante, de l'ordre de six à un, et sont les seuls à disposer de missiles d'une portée comprise entre 500 et 1 000 kilomètres.

Les partisans de l'option zéro « clarifient tout, valeur qu'il serait dangereux de vouloir recommencer l'expérience du début des années 80, où le déploiement des Pershing-2 américains avait provoqué un déferlement pacifiste sur le pays. Il faut donc valeur que, à tout prendre, il vaut mieux accepter une dégradation des capacités de nos missiles stratégiques : une portée comprise entre 500 et 1 000 kilomètres, et faire confiance aux systèmes avancés américains de l'OTAN, sans compter les forces de frappe britannique et française pour contrebalancer le déséquilibre existant dans la catégorie des missiles d'une portée comprise entre 150 et 500 kilomètres. Au ministère des affaires étrangères, mais également au sein du Parti social-démocrate, nous ne préjurons pas un nouveau déploiement, ce fait remarquable, avec Ironie, qu'il est un peu curieux de voir les chrétiens-démocrates, qui ont, ces dernières années, tant vanté leur confiance dans l'*ami américain* », mettre aujourd'hui en doute l'engagement de ce dernier en faveur de l'Europe.

L'URSS va déposer à Genève son projet de traité sur les euromissiles

L'URSS a informé les Etats-Unis qu'elle présenterait, lundi 27 avril à Genève, sa proposition de traité sur l'élimination des armes nucléaires (INF), et son avis officiellement émis, vendredi 24 avril, à Washington. Les propositions soviétiques pourraient contenir des clarifications sur la position de M. Gorbachev concernant les missiles à plus courte portée (SS-10 à 1 000 kilomètres), les SRINE, et-on ajouta de même source. Selon les estimations américaines, l'URSS disposerait de 130 à 140 vecteurs de ce type - le secrétaire d'Etat, M. Shultz, avait déjà estimé, fin 1983, à 700 les SRINE, dont 100 à 150 seraient installés dans la partie européenne de l'URSS et les pays du pacte de Varsovie; le reste en Asie soviétique. Il s'agit des SS-23, d'une portée de 300 kilomètres, et des SS-

12 ou 22, d'une portée de 925 kilomètres.

Au cours de ses récents entretiens avec M. Shultz à Moscou, M. Gorbatchev avait offert d'éliminer 50 missiles de ce type basés en Allemagne orientale et en Tchécoslovaquie. Il avait été moins explicite au sujet des autres SRINF stationnées en URSS, précisant qu'il voulait des négociations séparées à ce sujet.

Les Etats-Unis ont proposé, pour leur part, en vue de rétablir l'équilibre, de se doter d'un nombre de missiles de courte portée (SRINF) égal à celui dont disposent actuellement les Soviétiques, a-t-on appris, vendredi, de sources américaines informées à Genève. Cela s'accompagnerait, dit-on de même source, d'un gel de l'arsenal soviétique à son niveau actuel. — (AFP.)

● Un vote de la Chambre des représentants contre la Maison Blanche. — Les représentants ont adopté, vendredi 24 avril, par 208 voix contre 178, un projet de loi de rallonge budgétaire avec deux amendements demandant au gouvernement américain de continuer à respecter le traité SALT-2 limitant les armements stratégiques — et l'on sait que M. Reagan ne se sent plus lié par ce texte — et interdisent tout essai nucléaire d'une puissance supérieure à 1 kilotonne.

« Ils ne savent pas ce qu'ils font », a déclaré le secrétaire adjoint à la défense (démissionnaire), M. Richard Perle, en commentant ce vote. Selon lui, les mesures adoptées par les représentants, bien que non contraignantes, risquent d'affaiblir la position américaine aux négociations de Genève.

La Chambre avait adopté de semblables mesures en août dernier, mais avait accepté de les abandonner après un appel à l'unité lancé par M. Reagan à la veille du sommet de Reykjavik. — (AFP.)

Amériques

ils exigeaient davantage sur le plan des revendications, mais ils laissaient les ouvriers réservés, méfiants (...). De même, je savais comment les autorités auraient riposté à la présence éventuelle, à la tête de la grève, d'individus qualifiés d'éléments antisociauxistes. Dans leur ensemble, les gars ne l'oublièrent pas non plus. Je devais donc mijoter cette soupe, choisir mes ingrédients de manière qu'elle ne tourne pas mais soit mangeable et digeste pour tous. »

gue mais à toute la planète qu'il ait raison.

Et regrettons, en conclusion, qu'ait écrit le joia et l'éditeur, devant un coup médiatique et bien sûr, que cette autobiographie ait parfois truffée de rajouts dans lesquels Wales n'est manifestement pour rien. Comme si les « parraïns » du livre, qui se cachent avec raison sous le pseudonyme collectif de Jean Miro, avaient vraiment voulu tout bien faire. Mais, hélas, non. Les « parraïns », les « mediantes », les rajouts un tantinet cuistres, alourdissent bien inutilement un ouvrage qui aurait, de toute façon, été fondamentalement bon. Et surtout, dommageable pour étudier l'histoire de la Pologne des vingt dernières années. L'auteur — les auteurs ? — ont en ce roman-témoignage divers et de nombreux documents, qui font de ce livre bien plus qu'une autobiographie.

JACQUES AMALRIC

* Un chemin d'espoir, par Lech Wałęsa. Éditions Seuil, 606 pages, 120 F.

HAÏTI

Le massacre de 1937 sera commémoré conjointement avec la République dominicaine

Port-au-Prince (AFP). — Le cinquantième anniversaire du massacre, en octobre 1937, de plusieurs dizaines de milliers d'Haïtiens en République dominicaine, sous le régime du général Trujillo, sera célébré conjointement, pour la première fois cette année, dans les deux pays. L'annonce en a été faite, le vendredi 24 avril à Port-au-Prince, par M. Joseph Simon Fobias, commandateur général du centre Le bon Samaritain, organisme humanitaire établi en République dominicaine au profit des coupeurs de canne à

deux peuples qui se partagent l'île, car le massacre continue sous couvert de la loi militaire. Les militaires dominicains pourchassent actuellement les Haïtiens et les forcent à couper la canne à sucre à travers le pays, en particulier dans la région de Boya Sívana. Les militaires ont également des ports publics sous arrestés et fouillés par les militaires aux postes de contrôle routiers, et les Haïtiens découverts sont conduits de force dans les champs de canne sans être autorisés à prendre leurs familles ou leurs familles. », a assuré M. Fobias, qui a estimé qu'on pouvait parler à propos de cette situa-

massacrés par l'armée dominicaine et les hommes de main du dictateur de l'époque, le général Trujillo, pendant plusieurs jours, à partir du 3 octobre 1937.

Le gouvernement haïtien a, par ailleurs, interdit vendredi « les rassemblements publics, les manifestations de rue et les messes en plein air », à l'occasion de la commémoration, samedi et dimanche, de la journée du 26 avril 1963, marquée par une répression qui avait à l'époque fait des centaines de morts. En 1986, cette commémoration avait donné lieu à un grave incident qui avait coûté la vie à six personnes devant l'ancienne prison politique, du Fort-Dimanche.

Indonésie

Victoire écrasante du parti du président Suharto

aux élections législatives

Djakarta (AFP). — Le Parti Golkar du président Suharto a remporté, comme prévu, une victoire éclatante aux élections législatives et locales du 23 avril (le Monde du 23 avril). Le Golkar a en effet obtenu, selon des résultats partiels officiels disponibles vendredi 24 avril, et qui portent sur 90 % des suffrages, un total de 72,6 % des voix. Ce score dépasse la barre des 70 % que le parti, au pouvoir depuis près de vingt ans, s'était fixés pour objectif.

Le scrutin a confirmé le recul du PPP (d'obédience musulman) qui perdait environ huit points, avec 18,2 % des suffrages exprimés. Le PPP demeure cependant la deuxième formation politique autorisée devant le PDI, dont l'électorat est chrétien et sikkimiste. Celui-ci enregistre une progression de trois points (11,2 %), qui, selon son président, M. Suryaci, ne reflète pas sa popularité pendant la campagne.

Suriname

Un avion détourné par les rebelles est saisi en Guyane

Cayenne. — Les autorités françaises de Guyane ont saisi, vendredi

24 avril, un avion Twin Otter de la compagnie aérienne Surinam Airways, qui avait été détourné par les opposants surinamiens commandés par M. Ronnie Brunswijk, le 18 octobre dernier, et était utilisé, depuis, par les rebelles. Les deux pilotes, un Australien et un Anglais, avaient des titres de séjour en règle, mais n'ont pu présenter les documents de bord de l'aéronef.

Yugoslavie

Manifestations au Kosovo

Belgrade (AFP). — Des incidents ont éclaté, vendredi soir 24 avril, à Kosovo-Polje (Kosovo), entre la

police et une dizaine de milliers de manifestants serbes qui s'étaient réunis pour présenter leurs doléances au président du comité central de la Ligue des communistes de Serbie, M. Slobodan Milosevic.

Une première manifestation de Serbes protestant contre les discriminations dont ils étaient l'objet dans cette province où la population est majoritairement albanaise, avait eu lieu vendredi dernier dans le village de Brestje. Les manifestants s'étaient dispersés contre la promesse qu'une réunion à laquelle prendraient part des dirigeants de la ville et du Kosovo se tiendrait le lendemain. L'animation de cette réunion devait faire monter la tension. Rejetant l'invitation, trois mille manifestants serbes s'étaient alors réunis à Kosovo-Polis.

Proche-Orient

La fin des travaux du Conseil national palestinien

Pour l'OLP, la conférence internationale sur la paix devra être souveraine

ALGER
de notre envoyée spéciale

L'OLP devait achever, le samedi 25 avril, la dix-huitième session de son Conseil national (CNP, Parlement en exil) et peut légitimement espérer s'imposer en tant que nouvelles bases sur la scène arabe et internationale. C'est de ce point de vue tout le mouvement palestinien qui sort renforcé de ces assises. Pressés par les événements, les dirigeants palestiniens ont sacrifié leurs querelles de légitimité et de stratégie politique à la défense de leur cause.

Cette union s'est faite sur des bases modérées, qui reprennent avec des nuances les précédentes résolutions du CNP ou des sommets arabes, notamment celui de septembre 1982 à Fès, où, quasiment unanimes, les pays arabes s'étaient prononcés pour une solution négociée du conflit.

Le point 7 de la résolution de Fès reconnaissait implicitement Israël en affirmant le droit de tous les Etats de la région à vivre en paix dans des frontières internationalement reconnues et garanties. Dans cette optique, il était normal que l'OLP soutienne le projet d'une conférence internationale de paix.

Le point de la résolution consacré à celle-ci a le mérite de la clarté. Cette conférence doit, pour la centrale palestinienne, « sous l'égide des cinq membres du Conseil de sécurité de l'ONU, avoir des prérogatives totales », c'est-à-dire pouvoir décider ou arbitrer les conflits. Une conception qui s'oppose à l'idée défendue par le ministre des Affaires étrangères d'Israël, M. Shimon Pérès, qui l'envisage, lui, comme une simple couverture pour des négociations directes avec chaque Etat arabe concerné.

L'OLP exige d'y voir « une représentation indépendante » et a reçu, sur ce point, le soutien de l'Union soviétique. Dans son message au CNP, l'ambassadeur d'URSS à Alger qui dirigeait la délégation soviétique, a insisté sur l'autonomie de la décision palestinienne et sa représentation sur un pied d'égalité avec les autres délégations de l'OLP. Même dans le cas d'une délégation arabe commune, formule qui n'est pas écartée, le représentant palestinien siégerait aux côtés des autres délégués des pays arabes, mais sur un même plan. « Cela ne veut pas forcément dire », a précisé M. Abou Iyad, que les représentants palestiniens devront être membres de l'OLP, mais ils devront être désignés par son comité exécutif. Une nuance qui laisse une petite marge de manœuvre.

L'OLP continue toutefois de repousser la résolution 242 de l'ONU comme seule base de la conférence internationale et exige d'y ajouter « la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens sous la conduite de l'OLP, seul et légitime représentant du peuple palestinien », droit contenu dans d'autres résolutions de l'ONU sur la question palestinienne.

Les rapports avec Le Caire et Amman

Pour préparer les bases et la forme de la conférence internationale, la centrale palestinienne appuie le projet d'un comité préparatoire sous l'égide des Cinq Grands du Conseil de sécurité et souligne la nécessité de renforcer ses liens avec l'Europe qui pourrait, « équilibrer la position américaine trop alignée sur Israël ».

Toujours dans cette perspective de la réunion d'une conférence

internationale, le Fath de M. Yasser Arafat a tenu bon pour le maintien des liens avec l'Egypte et la Jordanie. « Ce n'est pas le moment de nous couper de deux interlocuteurs majeurs dans une future négociation », affirmait un proche du chef de l'OLP.

La résolution « confie au comité exécutif de l'OLP la mission de définir les relations de l'OLP avec l'Egypte, sur la base des résolutions adoptées par les précédentes sessions du Parlement palestinien, notamment la seizième (1) ainsi que sur la base des résolutions des précédents sommets arabes ». La résolution souligne d'autre part « le rôle historique » de l'Egypte « sa place et son importance sur la scène arabe et internationale », et rend hommage « aux sacrifices qu'elle a consentis pour la défense du peuple palestinien et de l'unité arabe ».

Un échec pour la Syrie

Au moment où le secrétaire général de la Ligue arabe se prononce pour le retour de l'Egypte dans le giron arabe, l'OLP pouvait difficilement la rejeter. Par conséquent, la rupture avec Le Caire, M. Georges Habbache, secrétaire général du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), reconnaît que, sur ce point, « il y a une fissure entre le Fath et le FPLP, mais, nous a-t-il dit, les dangers qui menacent l'OLP sont la priorité » et l'union est primordiale.

L'abrogation de l'accord d'Amman ne doit pas tromper non plus. L'OLP insiste dans les résolutions de ce dix-huitième CNP sur « l'importance des relations spéciales et particulières qui lient les deux peuples palestinien et jordanien » et rappelle le principe, à l'issue d'une conférence de

paix, d'une « confédération jordanio-palestinienne entre deux Etats indépendants ».

Les réactions modérées d'Amman et du Caire semblent montrer que le message sur ce point a été bien reçu. Envers la Syrie, troisième pays du champ de bataille, l'OLP affirme sa volonté d'établir de bonnes relations avec Damas, mais « sur une base égalitaire et de respect mutuel ». La balle est maintenant dans le camp syrien, et l'on imagine mal que les dirigeants de Damas ne tirent pas les leçons de leur échec à créer une OLP bis.

Cette réunion du CNP est un échec pour la Syrie, qui a pratiquement perdu la carte palestinienne. Nul doute que ce sujet est abordé à Moscou dans les dimensions entre M. Assad et M. Gorbatchev. L'URSS a joué un rôle majeur dans la réunification palestinienne, premier pas nécessaire et indispensable vers une conférence internationale qui consacrerait le retour de l'Union soviétique sur la scène proche-orientale.

Les organisations palestiniennes basées à Damas et qui ont participé à ce 18^e CNP, restent très prudentes quant à leur retour dans la capitale syrienne. Cette plate-forme politique de l'OLP réunifiée devrait en tout cas permettre, dans un proche avenir, la convocation d'un sommet arabe.

On devait connaître, en principe samedi, les nouveaux élus des différentes instances de direction de l'OLP qui vont refléter les rapports de forces issus de la réunification. Mais l'essentiel a été fait et le principal succès de ce 18^e CNP est le fait qu'il se soit tenu et que les Palestiniens se présentent de nouveau en un front uni.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) La 16^e session du CNP avait prévu que les relations avec l'Egypte seraient fonction du degré d'engagement du Caire des accords de Camp David.

A l'occasion de la visite du président Assad à Moscou

M. Gorbatchev précise les conditions d'une normalisation des relations entre l'URSS et Israël

Moscou (AFP). — Le numéro un soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a clairement fait dépendre l'amélioration des relations soviéto-Israéliennes d'éventuels progrès dans le règlement de la crise du Proche-Orient, vendredi 24 avril, lors d'un dîner au Kremlin, en l'honneur du président syrien Hafez El Assad.

Dénonçant le « tas d'inventions propagées ces derniers temps » à propos des relations entre Moscou et Tel-Aviv, M. Gorbatchev a déclaré : « Je dois dire ouvertement que l'absence de telles relations ne peut être considérée comme normale. Mais la rupture s'est produite par la faute d'Israël, et elle a été la conséquence de son agression contre des pays arabes ».

« Nous reconnaissons sans réserve (...) le droit d'Israël à la paix et à une existence sûre. Mais, comme auparavant, l'URSS est catégoriquement opposée à la politique de force et d'annexion menée par Tel-Aviv », a poursuivi le chef du Kremlin, ajoutant : « Il doit être clair qu'un progrès dans nos relations avec Israël n'est concevable que dans le cadre du processus de règlement au Proche-Orient. Dissocier cette question de ce contexte est impossible ».

M. Gorbatchev a fait valoir qu'une conférence internationale de paix au Proche-Orient était « l'unique voie permettant de sortir de l'impasse ». « Les Etats-Unis et Israël eux-mêmes ne peuvent maintenir une attitude carrément négative » à ce sujet, a-t-il dit.

« Le moment est venu d'entamer à cet effet un travail préparatoire minutieux », et les membres permanents du Conseil de sécurité pourraient en assumer l'initiative, a ajouté M. Gorbatchev, tout en notant que « beaucoup dépendra de l'activité politique, de la persévérance des Etats arabes et de leur coordination mutuelle ». Il a tenu à rappeler que, pour Moscou, le règlement de la crise passe par « la restitution par Israël des territoires

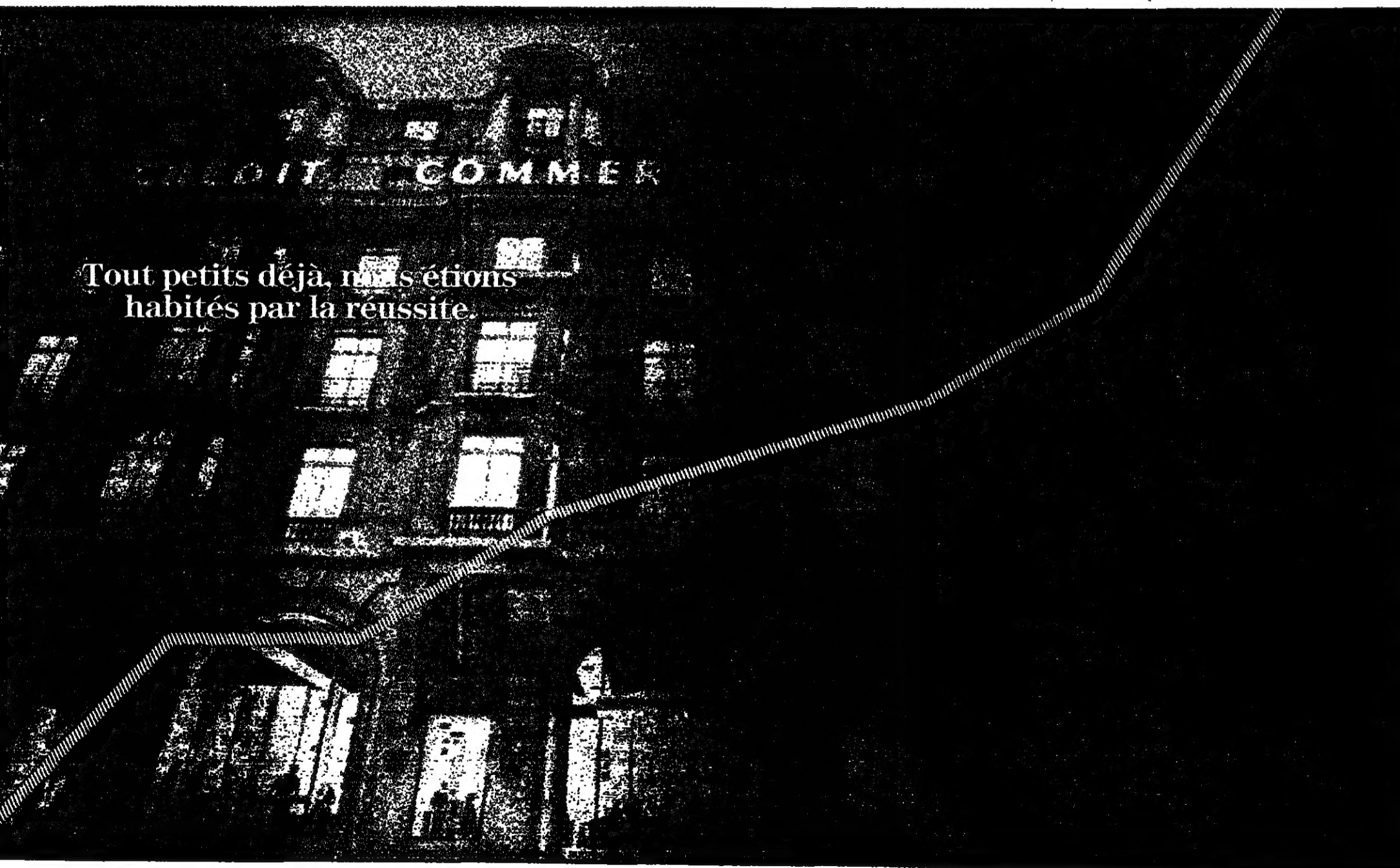
arabes annexés et la réalisation des droits légitimes des Palestiniens ».

« Nous sommes indignés des divisions, frictions et conflits au sein du monde arabe, que les impérialistes utilisent activement », a affirmé M. Gorbatchev, qui a qualifié de « bon signe » le rétablissement de l'unité au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

« Une ligne arabe commune [dans la préparation d'une conférence] est particulièrement importante, et l'activité et l'autorité des camarades syriens peuvent être déterminantes à cet égard », a souligné M. Gorbatchev. Il a, par ailleurs, affirmé que l'URSS entendait « continuer à aider la Syrie à maintenir sa capacité défensive au niveau requis ».

Le dirigeant soviétique a estimé que la politique israélienne était « sans perspective (...), erronée et peu perspicace, car elle est dirigée contre près de 200 millions d'Arabes ». « La politique expansionniste des milieux dirigeants israéliens, soutenus par les Etats-Unis qui utilisent le Proche-Orient comme un polygone pour le modelage de leur politique impériale, est la source principale de la poursuite du conflit », a dit M. Gorbatchev, rappelant que Moscou s'opposait à « tout accord séparé, quel qu'il soit ».

[Les « inventions » que tourne en dérision M. Gorbatchev pourraient être, d'une part, l'annonce par le président de la Conférence des organisations juives américaines que onze mille juifs soviétiques seraient autorisés à émigrer en Israël cette année (le Monde du 1^{er} avril) et, d'autre part, l'apogée israélienne d'un échange de délégations consulaires entre l'URSS et l'Etat hébreu. Le Kremlin a déjà démenti avoir prouvé quoi que ce soit aux organisations juives ou à Israël (le Monde du 4 avril). Et la visite d'une délégation commandée par le ministre des Affaires étrangères israélien en Israël, annoncée puis confirmée (le Monde des 21 et 23 avril) paraît, d'ores et déjà, privée de toute portée diplomatique et ne sera pas suivie d'une mission israélienne en URSS.]



Tout petits déjà, nous étions
habités par la réussite.

Une tradition de dynamisme.

1894 : le Crédit Commercial de France fait son entrée dans le monde des affaires sous le nom de Banque Suisse et Française. Petite est sa taille, grande est son ambition.

1922 : le CCF décide de s'installer sur les Champs-Élysées, loin des sièges des grandes banques françaises. Il fait un pari sur l'essor de l'ouest

parisien, sur le développement de l'économie française.

1987 : les entreprises françaises travaillent partout dans le monde. Le groupe CCF a choisi sa base : l'Europe. Il y compte aujourd'hui près de 400 implantations.

Son actif net comptable consolidé est supérieur à 3,6 milliards de francs. Son bénéfice brut

consolidé avant amortissement est de 1,67 milliard de francs. Et il présente en 1986 un résultat consolidé de 360 millions de francs.

De son passé de PME multinationale, le CCF a su tirer quelques leçons. Indépendance, personnalisation des relations, confiance dans les rapports humains, culte de la qualité du service et de l'innovation, rigueur dans la gestion et dyna-

misme : ce sont les vertus avec lesquelles les hommes et les femmes du CCF ont construit sa réussite. De solides fondations pour préparer l'avenir.

Note d'information visé n° 87100 en date du 31 mars 1987 disponible sans frais. Notre siège parisien au 5 A.L.O. de 27 avril 1987.



Maintenant vous pouvez devenir actionnaire du CCF. Investissez dans la réussite.

مكتبة جامعة القاهرة

Proche-Orient

LIBAN

Vive tension dans le Sud

La tension persistait vendredi 24 avril au nord du « zone de sécurité » établie par Israël le long de sa frontière avec le Liban, où plusieurs villages ont été bombardés, alors que des vedettes israéliennes croisent au large du port de Tyr (87 km au sud de Beyrouth).

Le général Gustav Haegglund, commandant en chef de la Force interarmes des Nations unies au Liban (FINUL), n'a pas écarté vendredi l'éventualité d'une opération israélienne de grande envergure au nord de la « zone de sécurité ». « La FINUL est prête à s'opposer à toute opération de ce genre, mais il est certain que son action est limitée », a déclaré le général Haegglund.

D'autre part, Cheikh Mohammed Hussein Fadlallah, guide spirituel du Hezbollah (parti de Dieu pro-iranien), a minimisé l'importance des pertes dans les rangs de la Résistance islamique, bras armé du Hezbollah. Une semaine après la mort de vingt-cinq militants de ce parti dans une opération au Liban sud, le dignitaire chiite a déclaré : « Qu'importe [le nombre] des martyrs de la Résistance, du moment qu'elle a réussi à rendre caduque la théorie de la sécurité d'Israël ».

Enfin, le mot d'ordre d'arrêt de travail, lancé par la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL), a été largement suivi pour la deuxième journée consécutive (le Monde du 24 avril). — (AFP.)

Le conflit du Golfe

Mise en garde de l'Iran au Koweït

L'Iran a mis en garde, le vendredi 24 avril, le Koweït contre tout accroissement de la tension dans le Golfe, après sa décision de demander à l'URSS et aux États-Unis de protéger l'acheminement maritime de son pétrole.

Intervenant lors de la prière à l'université de Téhéran, le président de la République iranienne, l'homme d'État Ali Khamenei, a rappelé que le Koweït et l'ensemble de ses installations de tous types étaient à la portée des armes iraniennes.

Le Koweït a décidé d'affrêter trois pétroliers soviétiques, avec l'accord de Moscou, qui n'a pas exclu de les faire escorter par sa flotte militaire. Les dirigeants koweïtiens ont formulé une demande semblable auprès des États-Unis.

Par ailleurs, un porte-parole militaire irakien a affirmé, vendredi, que l'aviation irakienne avait abattu un appareil iranien de type F-4 et que la marine irakienne avait repoussé une attaque navale iranienne dans la zone de Mina-Al-Amir.

Ce terminal désaffecté se situe à une trentaine de kilomètres au sud de la péninsule de Fao, dont une portion se trouve entre les mains des Iraniens depuis plus d'un an. — (AFP.)

Afrique

MADAGASCAR

La bonne conscience du président Ratsiraka...

« Pourquoi tant de persévérance dans la déformation, pourquoi tant d'acharnement dans la malveillance et la critique mal fondée contre Madagascar ? Est-ce que notre orientation socialiste ferait peur ? A qui et pourquoi ? La peur de la contagion ? M. Didier Ratsiraka, le président malgache, qui était l'invité, samedi 25 avril, du Club de la presse » de Radio-France internationale, a une manière bien à lui d'expliquer la dégradation de la situation économique et sociale de Madagascar.

Depuis deux mois, la Grande Ile connaît de graves troubles, et, depuis des années, la population souffre d'une paupérisation croissante : lot de misère absolue dans les grandes villes, famine dans le grand Sud. Les émeutes dirigées contre la communauté indo-pakistanaise (les Karanes) ont ravagé le centre de plusieurs villes, et, depuis cinq mois, l'agitation universitaire n'a pas cessé.

En quittant Tananarive le 9 avril, pour un voyage qui l'a mené successivement à Paris, Pyongyang (Corée du Nord), Moscou, puis de nouveau Paris, M. Ratsiraka avait rassuré ses compatriotes : « Je ne m'ennuie pas, je reviens », a-t-il dit, « et aujourd'hui, bien qu'il s'agisse de la question de la date de son retour, le président

malgache entend couper courts aux rumeurs sur son « éventuelle abdication ».

M. Ratsiraka dément, en bloc, toute responsabilité dans la faillite du système malgache. « Ce n'est pas moi qui ai organisé ces émeutes. (...) Ce n'est pas moi qui ai dit que mon gouvernement est corrompu. (...) Je prétends que l'on a manipulé les résultats des élections, c'est un peu gros ! (...) On dit que j'ai dilapidé les fonds de l'Etat ou que je mets cela dans un compte en Suisse. C'est un affront pour moi, mais cela m'est égal, je suis habitué... »

D'un cynisme olympien, d'une voix égale, il n'hésite pas parfois à jeter de l'huile sur le feu : « Les gens ont assez de certaines actions plus ou moins occultes, d'une certaine arrogance des Karanes qui ont l'argent », même si, comme il le reconnaît, « à côté de leur apport à l'économie malgache », les « quelques centaines » des Indo-Pakistans « ne paient pas leur part ». D'ailleurs, ceux qui ont organisé les émeutes ont « s'en moient des doigts », parce que « 90 % du commerce est bloqué ».

La famine, la misère, les enfants « déportés » dans des « mouroirs » dans la banlieue de Tananarive ? « Il y a famine et

famine. Depuis mon arrivée au pouvoir, on mange beaucoup plus de riz qu'avant », rétorque-t-il. D'ailleurs, il a envoyé son ministre de l'Agriculture, ainsi que sa belle-sœur, dans le Sud pour constater qu'il y a là-bas une « sécheresse cyclique ». Quarante mille morts, comme le dit l'opposition ? « Je n'en sais rien, très franchement, j'avoue mon incompetence à compter les morts ; je ne peux le faire qu'avec un certificat de décès ».

M. Ratsiraka a demandé à la municipalité de Tananarive de « faire quelque chose » pour les plus déshérités, « d'abord parce que cela fait mauvais effet et puis, humainement, ce n'est pas supportable ».

Pour finir d'une phrase ciselée écrite à l'avance, il se résume : « Qu'on me blâme ou qu'on me loue, quel que soit le résultat des actions que j'ai entreprises depuis bientôt douze ans, j'ai la conscience claire, nette et irréprochable que je travaille pour le peuple malgache, pour son progrès, pour le développement d'un peu de bien-être, pour l'humanité. Si on m'attaque, ma conscience est mon refuge. » Tout est dit... — (AFP.)

Soudan

La presse demande l'ouverture d'une enquête sur un « massacre » dans le Sud

Le *Sudan Times*, quotidien de Khartoum, a demandé, vendredi 24 avril, au gouvernement soudanais d'ouvrir une enquête sur le « massacre » de plus d'un millier de Dinkas (ethnie du Sud) dans la région du Darfour (le Monde du 17 avril). Le 13 avril, dans un communiqué diffusé à Nairobi, le Mouvement populaire pour la libération du Soudan (SPLM, rébellion sudiste) avait fait état d'un massacre, « par des arabes », à El Dhaein, « de plus de mille membres de l'ethnie dinka », dans les rangs de laquelle recrutée, en grande partie, la rébellion.

Selon l'agence Reuters, des survivants ont affirmé depuis que soixante-dix policiers locaux avaient tiré à la mitrailleuse sur des Dinkas qui se défendaient contre des miliciens arabes. Cette version est démentie par les autorités. L'ambassade du Soudan à Paris nous indique notamment que si « des accrochages ont effectivement eu lieu », ils ont « été immédiatement maîtrisés par les autorités ». « Les conflits de ce genre, ajoute-t-elle, surviennent fréquemment dans cette région au début de la sécheresse, car c'est malheureusement une période où les tribus souffrent d'une pénurie très importante ».

Asie

MALAISIE

Le premier ministre conserve de justesse la direction du principal parti de la majorité

M. Mahathir, premier ministre depuis six ans, a été réélu de justesse, le vendredi 24 avril, à la présidence de l'UMNO, principale formation de la coalition au pouvoir. Il a obtenu 761 suffrages, contre 718 à M. Razaleigh, ministre du commerce et de l'industrie.

À la cours du même congrès, les députés de l'UMNO (Organisation de l'union nationale malaise) ont élu à la vice-présidence du mouvement M. Ghafar Baba, actuel vice-premier ministre et partisan de M. Mahathir, avec 40 suffrages de plus que M. Musa Hitam, partenaire de M. Razaleigh.

Ces résultats ne constituent pas un succès pour M. Mahathir, qui avait pourtant présidé à la brillante victoire de la coalition gouvernementale aux élections législatives d'août 1986. Il se retrouve, en effet, avec un parti coupé en deux. Au moins cinq sur les onze membres du

cabinet se sont rangés aux côtés de M. Razaleigh.

Le premier ministre a dû faire face, ces derniers mois, à des accusations de mauvaise gestion. Ses adversaires lui ont également reproché de gouverner seul et de tolérer la corruption en haut lieu.

Cette campagne a débouché, pour la première fois dans l'histoire de l'UMNO, sur la contestation ouverte des postes de président et de vice-président par des opposants (le Monde du 27 mars).

Le défi est d'autant plus important que le président de l'UMNO est automatiquement premier ministre de la fédération malaisienne.

De l'avis général, M. Mahathir pourra difficilement gouverner sans l'appui de près de la moitié de son parti. Il lui faudra donc envisager des compromis, notamment dans la composition du prochain gouvernement. Il pourrait être contraint de renoncer à ses fonctions en milieu de législature pour laisser la place à un successeur qui pourrait être M. Razaleigh.

En l'absence de tout compromis, le gouvernement serait probablement paralysé, une épreuve dont la Malaisie n'a pas besoin alors que son économie connaît sa première récession depuis vingt ans et qu'un royaume d'islamistes élargit son audience au sein d'une population de seize millions d'habitants, dont une bonne moitié de musulmans.

J.-C. POMONTI.

SRI-LANKA :

La guerre civile

Colombo critique vivement l'attitude de New-Delhi

Colombo (AFP). — Le premier ministre srilankais, M. Ranasinghe Premadasa, a accusé New-Delhi, dans un discours au Parlement, le vendredi 24 avril, de donner asile à « des terroristes » tamouls qui s'efforcent de « détruire la démocratie » dans son pays. S'exprimant à la suite des violences antichingalais qui ont conduit son gouvernement à lancer une offensive militaire contre les bases rebelles tamoules, il s'est étonné que les autorités indiennes s'abstiennent d'arrêter les rebelles sur son territoire. « Nous luttons désormais pour la défense du pays et non pour une solution politique », a-t-il ajouté.

D'autre part, dans un communiqué confirmant que l'aviation srilankaise avait opéré de nouveaux raids, vendredi, contre les bases de guérilla tamoules de la péninsule de Jaffna, les autorités ont accusé les rebelles de chercher à empêcher la population civile de fuir la ville comme l'y exhorte le gouvernement.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE :

L'application de l'état d'urgence

Le nombre officiel des détenus politiques s'élève à 4 244 personnes, dont 1 424 enfants

JOHANNESBURG
de notre correspondant

À la date du 15 avril, 4 244 personnes étaient détenues en vertu de l'état d'urgence, a annoncé, vendredi 24 avril, devant la cour suprême du Cap un responsable de la police à l'occasion d'un procès intenté par le Parti fédéral progressiste (PFP) en vue d'annuler le décret pris le 10 avril et interdisant de faire campagne pour la libération des détenus. Parmi elles, figurent 1 424 enfants âgés de douze à dix-huit ans, dont 219 filles ; deux d'entre elles ont été âgées de douze ans.

Le chef de la police, le général Johann Coetzee, a précisé qu'un grand nombre de ces enfants étaient responsables d'« un large pourcentage d'actions horribles » lors de l'impression présumée dans le public que ces enfants ont été arrêtés pour des raisons purement politiques. Un éventuel complot des différents faits reprochés à ces mineurs a été fourni à la cour.

C'est la première fois depuis l'instauration du second état d'urgence, le 12 juin dernier, que des chiffres complets sont fournis sur les arrestations. Vendredi, le général Coetzee a expliqué que ces statistiques avaient été tenues secrètes, car « elles pouvaient être d'une grande valeur pour les ennemis de l'Afrique du Sud ».

Une ventilation mois par mois a été fournie à la cour. Il y avait 7 790 prisonniers du fait de l'état d'urgence à la fin du mois de juin dernier. Le maximum atteint a été de 8 569 détenus au mois de juillet. Entre cette date et le 15 avril, 14 965 personnes ont été remises en liberté. Au total, donc, 19 209 personnes ont été incarcérées au cours d'une période de dix mois. Ce chiffre est inférieur d'une dizaine de mille à ceux fournis par les organisations des droits de l'homme. Mais il ne prend pas en compte les personnes incarcérées en vertu de la législation sur la sécurité interne et qui sont, en moyenne, 6 000 à la fois, communiqué par le ministre de la loi et de l'ordre, le général Coetzee.

souligné que la remise en liberté de certains des prisonniers actuels constituerait « une menace pour la sécurité du public ».

À l'occasion d'un autre procès devant la Cour suprême de Pietermaritzburg, dans la province du Natal, cette juridiction a fait droit aux requêtes présentées par l'UDF (Front démocratique uni) et par le Comité de libération de Nelson Mandela, qui contestaient la validité de mesures prises en application de l'état d'urgence. Ces mesures sont celles édictées le 11 décembre restreignant la liberté de la presse et celles du 8 janvier interdisant les appels à la libération de l'ANC (Congrès national africain) ou des institutions de l'Etat (le Monde du 24 avril). Comme ils ont tenu publiés des photos des pièces à conviction, les « objets de violence et de destruction » dont les manifestants ont fait usage. Il s'agit, en l'occurrence, d'un coup-de-poing américain brisé de cinq longues pointes d'une quinzaine de centimètres, d'un couteau de boucher et d'une fraction de grille d'égoût en fonte.

Les quotidiens indépendants *Al-Sabah* (le Matin), édité en arabe, et *le Temps* considéraient que « les manifestants se réclamaient de la religion ont tout planifié pour que les troubles du campus universitaire qui n'ont pas eu d'écho parmi l'opinion publique débordent dans la rue ».

L'Action, organe du PSD (Parti socialiste destourien au pouvoir, fustige de son côté « les apôtres de l'intolérance et ceux qui dans l'ombre leur font la cour à l'échelle ». Ceux-ci, qualifiés tour à tour de « khomeinistes » et d'« apprentis sorciers » sont accusés d'avoir transformé « les mosquées en officines de propagande pour une idéologie fumeuse dans laquelle aucun musulman ne peut se reconnaître ». L'Action conclut sur un appel pour opposer à « ces velléités de déstabilisation un front uni et solidaire à l'épreuve des menées destructrices qui ne pourront jamais ébranler notre détermination de faire triompher la liberté, la vraie, sur le spectre de l'obscurantisme ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

ZAIRE

Scènes de pillage à Kinshasa à la suite d'un match de football

KINSHASA
correspondance

« Aujourd'hui, la chasse aux Congolais est ouverte », dit un Kinés. Juste retour de bâton, ont pensé beaucoup d'habitants sur la Kinshasa, vendredi 24 avril, après avoir assisté, la veille, à la retransmission télévisée en direct du match de football plutôt mouvementé qui a opposé à Brazzaville, sur l'autre rive du fleuve Zaïre, leur équipe nationale, les Léopards, à celle du Congo, les Diabes rouges, et à l'issue duquel leurs joueurs ont été battus comme platre par les forces de l'ordre locales.

À ces images fortes se sont vite ajoutées des rumeurs, des rumeurs, des rumeurs, selon lesquelles ces incidents avaient dégénéré au point que des spectateurs zairois

seraient été jetés dans le fleuve. Les Kinés se sont donc en autorisés à rendre la monnaie de leur pièce à leurs voisins et à s'en prendre, faute de mieux, aux Congolais domiciliés à Kinshasa. Les forces de l'ordre n'ont pas été en mesure d'empêcher ces troubles tant la capitale zairoise est étendue. On a assisté, d'un quartier à l'autre, à des scènes de pillage de biens catalogués congolais, habitations, boutiques et même ambassades.

Interrogé par la télévision congolaise sur les « malheureux incidents » qui avaient mis le feu aux poudres, le maire de Brazzaville a dénoncé « les provocateurs qui cherchent à monter en épingle ces faits incidents ». Et de rappeler, l'air ravi, que ce sont des choses qui peuvent arriver sur n'importe quel stade, même en Europe... »

TUNISIE : après les affrontements entre intégristes et forces de l'ordre

La presse dénonce les « apprentis sorciers khomeinistes »

TUNIS
de notre envoyé spécial

Tunis s'est réveillée, le vendredi 24 avril, comme elle s'était endormie la veille au soir : dans le calme. Le quartier proche de la vieille ville ne porte aucun stigmate des affrontements de jeudi entre étudiants intégristes et forces de l'ordre. Passée la porte de France, le son grouille comme à l'accoutumée. La saison ne bat pas encore son plein mais les touristes sont déjà nombreux, Italiens en tête, à négocier quelques souvenirs.

Les journaux de vendredi ont tous repris, avec un bel ensemble, le communiqué de l'agence officielle TAP accusant les étudiants islamistes d'avoir tenté « de provoquer le désordre et l'anarchie en scandant des slogans khomeinistes, extrémistes, hostiles au régime et aux institutions de l'Etat » (le Monde du 24 avril). Comme ils ont tenu publiés des photos des pièces à conviction, les « objets de violence et de destruction » dont les manifestants ont fait usage. Il s'agit, en l'occurrence, d'un coup-de-poing américain brisé de cinq longues pointes d'une quinzaine de centimètres, d'un couteau de boucher et d'une fraction de grille d'égoût en fonte.

Les quotidiens indépendants *Al-Sabah* (le Matin), édité en arabe, et *le Temps* considéraient que « les manifestants se réclamaient de la religion ont tout planifié pour que les troubles du campus universitaire qui n'ont pas eu d'écho parmi l'opinion publique débordent dans la rue ».

L'Action, organe du PSD (Parti socialiste destourien au pouvoir, fustige de son côté « les apôtres de l'intolérance et ceux qui dans l'ombre leur font la cour à l'échelle ». Ceux-ci, qualifiés tour à tour de « khomeinistes » et d'« apprentis sorciers » sont accusés d'avoir transformé « les mosquées en officines de propagande pour une idéologie fumeuse dans laquelle aucun musulman ne peut se reconnaître ». L'Action conclut sur un appel pour opposer à « ces velléités de déstabilisation un front uni et solidaire à l'épreuve des menées destructrices qui ne pourront jamais ébranler notre détermination de faire triompher la liberté, la vraie, sur le spectre de l'obscurantisme ».

La Grande Mosquée boude

Le quotidien pro-gouvernemental *la Presse* publie également un éditorial dans lequel il condamne « la violence et l'escalade des procédés intégristes » et prône « l'ordre et la discipline » dont les citoyens ont appris à « apprécier les vertus et les bienfaits ».

Aucun organe ne donne de précisions sur le nombre de blessés parmi les manifestants, pas plus que sur celui des personnes interpellées. Il semble du reste que les arrestations se soient poursuivies jeudi après-midi.

Si les blindés qui avaient pris rapidement position jeudi, au

moment des incidents, aux carrefours stratégiques et devant certains bâtiments officiels avaient disparu à la nuit tombante, de nombreux cars de police sont encore en faction aux carrefours, sur les places, là où l'espace est suffisamment dégagé pour être propice à un rassemblement, et près des mosquées qui ont fait le plein vendredi midi pour la dernière grande prière avant le ramadan, qui débute le 29 avril.

La Grande Mosquée, l'avenue de Palestine, réputée pour être plutôt intégriste, est bondée. Les fidèles prient jusque sur le trottoir, sous les yeux de deux policiers en civil à bord d'une voiture banalisée. Le quartier est sous haute surveillance, un car de police est à proximité, deux autres sont devant le grand jardin public de l'avenue du docteur Habib-Thameur, passage obligé pour redescendre vers le centre et sa médina. Mais rien ne se passe, et en quelques minutes plusieurs centaines de fidèles se dispersent dans la ville après la prière et le préche de l'imam qui n'avait rien d'enflammé.

La manifestation de jeudi ne semble pas avoir eu d'écho à l'intérieur du pays, et le président Bourguiba poursuit sa visite dans la région de Gabès, à 350 kilomètres au sud de Tunis.

FREDERIC FRITSCHER.

DJIBOUTI

M. Hassan Gouled réélu président avec plus de 90 % des voix

Djibouti (AFP). — Le président Hassan Gouled Apidon, candidat unique, a été réélu, le vendredi 24 avril, à la tête de la République de Djibouti avec plus de 90 % des voix, selon le décompte officieux du ministère de l'intérieur. Les soixante-cinq députés de la liste unique présentée par le parti unique, le Rassemblement populaire pour le progrès, ont été élus également massivement, mais avec un pourcentage cependant légèrement inférieur, estimé de l'ordre de 85 %.

Pour marquer un éventuel désaccord, les électeurs n'avaient que la possibilité de s'abstenir ou de voter nul. Aucune personnalité ou groupe n'avait donné une telle consigne.

Selon le décompte officieux du ministère de l'intérieur, sur 100 985 électeurs inscrits, 91 191 ont pris part au vote ; 90 572 suffrages ont été exprimés et 619 comptés nuls.

Le président Gouled, qui préside aux destinées de la République de Djibouti depuis l'accession à l'indépendance du pays, le 27 juin 1977, a été ainsi réélu pour un nouveau mandat de six ans avec 90,30 % des suffrages exprimés, contre 84,66 % en 1981.

● TCHAD : un haut responsable américain à N'Djamena. — M. Richard W. Armitage, sous-secrétaire d'Etat américain à la défense pour les affaires de sécurité internationale, a effectué, vendredi 24 avril, une visite à N'Djamena. — (AFP.)



Société

Éducation

Deux congrès d'enseignants

Pour une complète égalité public-privé

Deux syndicats de professeurs de l'enseignement privé (le SNEC-CFTC et le SPELC) viennent de tenir leur congrès. L'un et l'autre ont demandé une totale égalité entre les enseignants public et privé et ont souhaité que leurs élèves et leurs professeurs jouissent des mêmes avantages sur le plan social et pédagogique.

• SNEC-CFTC : davantage de transparence

AMIENS
de notre correspondant

M. Claude Tardy, président du SNEC-CFTC (Syndicat national de l'enseignement catholique), a été réélu à ce poste qu'il occupe depuis avril 1981 à l'issue du congrès national qui s'est tenu au collège de la Providence à Amiens, ville dont la municipalité (maire, M. René Lampe, communiste) a refusé de recevoir les congressistes.

Le SNEC, principale organisation représentative de l'enseignement privé, déplore que sa crédibilité ne soit pas suffisamment reconnue par certains responsables de l'enseignement catholique et demande à ses employeurs que le personnel bénéficie d'une politique sociale « conforme aux principes mis en avant par l'enseignement catholique, de justice sociale, d'aide aux plus démunis et de responsabilité personnelle ».

Le SNEC souhaite qu'un coup d'arrêt soit donné à la passion des personnels de des sociétés de restauration et d'entretien et réclame que les organismes chargés de gérer les moyens matériels et financiers des établissements scolaires « aient le souci de transparence dans toutes les décisions qu'ils doivent prendre pour le compte de la communauté éducative ».

• SPELC : ne plus être un « éternel quémendeur »

BAYONNE
de notre correspondant

C'est le fait du hasard si le Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPELC) a tenu son sixième congrès à Bayonne, chef-lieu de la circonscription de M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'Enseignement. Le choix de cette ville avait été fixé en 1985. Et, contrairement à ce qui avait été annoncé, M^{me} Alliot-Marie n'a pas répondu à l'invitation des trois cents congressistes, qui avaient pourtant de nombreuses doléances à lui présenter.

Avec près de vingt mille adhérents, le SPELC est le deuxième syndicat de l'enseignement libre, après la CFTC, et sa position modérée lors de la « guerre scolaire », — il souhaitait dépasser le débat, qui lui avait valu d'être considéré comme traitre à la cause, — est aujourd'hui saluée par tous. Mais, si la guerre est finie, la paix ne peut exister que dans l'égalité des enseignants des deux secteurs : mêmes avantages matériels pour les maîtres directeurs, cotisations et retraites équivalentes et respect des pro-

« Il importe notamment, ajoute-t-il, que les maîtres et les personnels soient informés de la situation financière de leurs établissements et associés, sans confusion de responsabilité, aux décisions qui les concernent ».

Le SNEC annonce qu'il « renforcera ses interventions pour une pleine application et une amélioration de la législation afin que l'enseignement privé sous contrat soit traité à parité avec l'enseignement public ». Par exemple, les directeurs d'écoles privées doivent bénéficier de décharges de classe et d'indemnités équivalentes à celles de leurs collègues de l'enseignement d'Etat.

Le SNEC souhaite que les mesures prises pour les élèves de l'enseignement public soient étendues à l'enseignement privé (orientation, zones d'éducation prioritaire, aide psycho-pédagogique, classes d'initiation pour non-francophones...) et demande aux collectivités territoriales que les élèves du privé bénéficient, comme ceux du public, des mesures sociales qu'elles peuvent prendre (transport, cantine, bourse, activités extra ou périscolaires). Il déplore que la loi Rocard du 31 décembre 1984 qui mettait à parité l'enseignement privé et l'enseignement public agricole ne puisse pas être appliquée faute de décrets d'application.

MICHEL CURIE.

mesures d'avant mars 1986 sur le statut particulier des enseignants de l'école libre.

Avant même d'en arriver à cette parité, le SPELC exige un règlement du passé, notamment sur la question du forfait d'externat, c'est-à-dire la subvention de fonctionnement versée aux collèges par le ministère et les collectivités locales : pour le moment, l'Etat n'a réglé que 50 % de sa participation.

Pour M. Alfred Mortel, secrétaire général du SPELC : « L'enseignement privé doit cesser d'être un éternel quémendeur : la démocratie exige que le gouvernement s'excuse lorsque le législateur s'est prononcé ». Il reconnaît cependant que d'importantes améliorations ont été réalisées par M. Monory : élargissement du plan informatique à l'enseignement privé, suppression de l'homologation pour le passage des élèves du privé vers le public, ouverture du CAPES interne aux maîtres du privé et, surtout, doublement du nombre de postes d'enseignants pour la rentrée 1987 par rapport à la dotation prévue initialement.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Sports

Les Jeux olympiques d'hiver 1992

Accord sur une nouvelle répartition des sites en Savoie

La crise ouverte le 30 janvier dernier par M. Jean-Claude Killy à propos de l'implantation des sites olympiques des Jeux d'hiver 1992 en elle close ? L'ancien champion reconverti dans les affaires, qui avait accepté douze jours auparavant la direction du comité d'organisation (COJO), M. Michel Barnier, député et président du conseil général (RPR) de la Savoie, s'était donné jusqu'au mois de juillet pour « recueillir les moroseux ».

Un compromis a été trouvé le vendredi 24 avril avec les élus concernés du département. Le communiqué, publié à l'issue de la réunion qui a eu lieu à Albertville, indique que les compétitions seront réparties de la façon suivante :

— les épreuves de ski alpin masculin, prévues dans le dossier de candidature à Val d'Isère, seront regroupées à Val d'Isère, à l'exception du slalom spécial qui sera couru aux Ménières ;

— les épreuves de ski alpin féminin, prévues à Méribel et aux Ménières, seront toutes regroupées à Méribel ;

— les compétitions de ski nordique (fond et biathlon) seront disputées aux Saixes ; le saut aura lieu à Courchevel ainsi que le hockey sur glace et le combiné nordique ;

— le bobleigh et la luge auront lieu à La Plagne ;

— les cérémonies d'ouverture et de clôture, ainsi que le patinage artistique et de vitesse, auront lieu à Albertville ;

— les sports de démonstrations auront lieu à Tignes (ski artistique), aux Arcs (ski de vitesse) et à Pralognan (curling).

Cette nouvelle répartition des sites, arrêtée au cours d'une réunion le 21 avril chez le secrétaire d'Etat aux sports, M. Christian Bergelin, doit être soumise à la session du Comité international olympique (CIO) à Istanbul début mai. Approuvée par la Fédération internationale de ski, cette nouvelle répartition « est conforme aux orientations générales du dossier de candidature puisque toutes les stations prévues à l'origine partici-

rent effectivement à l'organisation des Jeux », indique le communiqué publié par les élus savoyards. « Etablie au terme d'une analyse financière, technique et sportive rigoureuse, cette proposition répond à un souci de simplification de cette organisation dans le temps et l'espace. Les épreuves prévues en Haute-Tarantaise (Val d'Isère, Tignes, Les Arcs, La Plagne) seront concentrées dans leur quasi-totalité durant la première semaine des Jeux, simplifiant ainsi de manière sensible les problèmes de circulation, de sécurité et d'hébergement dans la vallée. La seconde semaine, les Jeux continueront de se dérouler autour des autres pôles d'Albertville-Les Saixes et des Trois Vallées ».

Il aura donc fallu deux mois seulement pour que, une fois la colère passée, les élus savoyards tombent d'accord sur un projet d'aménagement qui s'inspire largement de celui proposé — un peu trop brutalement sans doute — par Jean-Claude Killy. Reste maintenant à M. Claude Villain, membre du cabinet d'Edouard Balladur, à actualiser le budget des Jeux compte tenu de ces aménagements.

A. G.

Communication

Le 23^e Marché international des programmes de télévision

La bataille Berlusconi-Bouygues

CANNES
de notre envoyé spécial

Digne d'une mini-série américaine, le feuilleton de la guerre des chaînes se poursuit à Cannes. A chaque nouvel épisode, une nouvelle surprise. Après le match spectaculaire qui avait opposé les deux M^{rs}, Maxwell contre Murdoch (le Monde du 24 avril), c'était au tour des deux présidents « B », Bouygues et Berlusconi, d'entrer en lice.

C'est le nouveau président de TFI qui a ouvert le feu. M. Francis Bouygues est arrivé au MIT-TV, le vendredi 24 avril dans l'après-midi, pour faire son tour de propriétaire. Piloté par M. Bernard Chevry, organisateur du marché, il est entouré de quelques notables, dont un membre de la CNCL, M. Jean Autin, accompagné de son épouse. Celle-ci glisse à l'oreille du vainqueur : « Vous avez eu raison de nous faire confiance ! ». Son mari désigne le stand de la chaîne de M. Berlusconi et l'écrit sur son carnet : « Vous avez eu raison de nous faire confiance ! ».

Paroles cruelles : le nouveau patron de la Une vient d'apprendre, outre le rapt de ses stars Sabatier et Collaro le 5 lui a aussi raillé « Dallas » sous le nez. Lorsqu'on lui présente M. Michael Solomon, président de Lorimar Tele Pictures, le numéro un de la production améri-

caine lui dit fièrement : « Dallas, c'est moi ! ». « Dallas ? rétorque M. Bouygues, songeur, much money ! ». « Yes, dit l'Américain, too much money ! ». Selon les responsables de TFI, l'épisode de Dallas qu'ils avaient l'habitude de payer 280 000 francs, atteint aujourd'hui la somme de 600 000 francs.

« Trop, c'est trop ! », exploste Bouygues lorsqu'on lui demande jusqu'où il ira dans cette surenchère. « Nous nous limiterons à un niveau raisonnable », grommelle-t-il. TFI compte-t-elle riposter ? « On s'observe, on réfléchit, car la situation évolue constamment. Pour ce qui est de la guerre des chaînes, l'arrivée de Michel Drucker, d'Antenne 2, sur la Une « fait partie des probabilités ». « Nous vous réservons des surprises pour la semaine prochaine », promet le PDG de TFI en ajoutant philosophiquement : « Ce sont les meilleurs qui gagnent ».

Il est déjà donné pour certains que Pascaline Bruneau, productrice de « Gym-Tonic », « Moi, je... », « Pay Show » et autres « Series Folies » (le Monde du 24 avril), quittera Antenne 2, où elle se sent peu appréciée par le président Claude Contini, pour rejoindre prochainement TFI. Et les bruits se font de plus en plus insistants concernant l'arrivée sur cette chaîne de Christine Ockrent, bien que sa prétention de

cumuler les postes de directrice de l'information et de présentatrice du journal télévisé en heurte plus d'un. « Si une équipe de football achète Platini, explique un haut responsable, c'est pour marquer des buts et non pas pour jouer les entraîneurs à partir des gradins ! ». Autrement dit, une star est faite pour briller, non pour diriger...

Un cessez-le-feu ?

Face aux déclarations de guerre faites jeudi par M. Maxwell, suivies du barrage d'artillerie déchaîné par M. Bouygues, M. Berlusconi cherche à jouer la carte de la conciliation. Il propose une conférence de presse vendredi soir. Il a envoyé ses lieutenants, MM. Lorenzato et Tozzi, chargés respectivement des achats et de la publicité à Reteitalia, pour expliquer à l'opinion française les hautes visées culturelles de sa chaîne. Selon M. Lorenzato, les deux ligues directrices qui guident toute l'action du magnat italien sont la qualité des programmes sélectionnés et leur adaptation à la télévision commerciale.

Ne cachant ni la stratégie européenne de M. Berlusconi ni son intention de réussir « une forte expansion en France avant de s'attaquer à l'Espagne et à l'Allemagne », le responsable commercial de la chaîne énumère les programmes achetés avant et pendant

le MIT-TV : une douzaine de séries, toutes américaines, sauf deux, qui vont du célèbre « Amerika » à la huitième édition de « Dallas ». Et la création propre ? 200 millions de dollars seront consacrés pour l'année 1987-1988 aux coproductions européennes et américaines et à la production cinématographique.

Pour ce qui est du non-respect de son cahier des charges par la 5 (notamment la proportion d'œuvres originales françaises), les amis de M. Berlusconi protestent de leur bonne foi. « Les contraintes imposées par le gouvernement français sont lourdes, affirmant-ils, mais nous ferons tout pour nous mettre progressivement en règle ». Quand ? Il se refuse à fixer une date car, explique-t-il, « il nous faudra beaucoup de temps ».

La 5 est-elle prête à signer un cessez-le-feu avec les autres chaînes dans cette guerre des prix ? « Nous sommes toujours favorables à la signature d'accord pour empêcher la flambée des prix, déclarant sentencieusement les représentants italiens. Mais la concurrence est malheureusement inéluctable ». Quant à M. Maxwell, ajoutant, une flamme belliqueuse rallumée dans le regard, « nos projets européens ne sont guère sérieux ». La trêve est déjà rompue.

ALAIN WOODROW.

Une dizaine de candidats pour le satellite TDF 1

CANNES
de notre envoyé spécial

Le projet français de télévision directe par satellite est-il enfin sur la « rampe de départ » ? M. Xavier Gouyou-Beauchamps, président de Télédiffusion de France (TDF), a fait, jeudi 23 avril au MIT-TV cannois, un point relativement optimiste sur l'état de ses négociations. Et, pour bien signifier que l'objectif n'était plus hors de portée, il a dévoilé le nom de la future société d'exploitation du satellite Tevespace.

L'Etat souhaitait se désengager d'un projet auquel il avait déjà consacré 3 milliards de francs, il fallait réunir un capital de 600 millions de francs d'origine essentiellement privée. 600 millions de francs à partager, selon les estimations initiales, entre industriels de l'électronique (40 % du total) et futurs utilisateurs des canaux de télévision (50 %). L'établissement public TDF apportant les 10 % restants (le Monde du 27 février).

Les industriels, particulièrement actifs à plusieurs reprises pour la défense du programme, ont été une nouvelle fois les premiers à sauter le pas. Sur les 240 millions de francs qui leur étaient « réservés », plus de 236 millions peuvent être considérés, selon M. Gouyou-Beauchamps, comme déjà souscrits. Le consortium Eurosatellite Thomson, la Radiotechnique, le GICEL (un établissement financier créé par les entreprises françaises du secteur), et Arianeespace, qui les rejoindra bientôt, forment le club des plus gros investisseurs. Grandjean, Locatel, Océanik, le fabricant d'antennes Thales et Giat ont rejoint France complétant le tour de table.

En revanche, les allocataires potentiels des canaux de télévision du système satellite ont longtemps jugé le « ticket d'entrée » imposé, trop élevé. M. Xavier Gouyou-Beauchamps a, pour faire passer la difficulté, débranché des établissements financiers (Crédit lyonnais, BNP, Banque populaire, Banque Vernet, Banque de l'Union européenne, groupe Suez) ainsi qu'un distributeur (Darty) intéressés au premier chef par le développement de la télévision dans l'Hébergement. Leur présence — acquise — dans la future société de commercialisation diminuera d'autant la part des groupes opérateurs.

Ces derniers attendaient, avant de s'engager, de connaître le prix de location des canaux de télévision auxquels ils souhaitent se porter candidats. Ce sera chose faite dans les jours qui viennent. Il fallait ensuite que pour candidater à la télévision dans l'Hébergement, les candidats aient une licence nationale de la communication et des libertés (CNCL).

L'appel d'offres pourrait être lancé dans les jours prochains. Mais M. Gouyou-Beauchamps a précisé que les groupes non retenus pourront se décharger de leur promesse sans difficulté (ils se feront même rembourser les sommes déjà versées).

Des regroupements en perspective

Dans ces conditions, Canal Plus et l'agence Havas, le projet de télévision cryptée de M. Pierre Desroches et Bernard Chevry, TVHG (Télévision haut de gamme), la Société de diffusion boursière, sont candidats cotés français. Il faut y ajouter les nouveaux propriétaires de TFI 1 et de la 5, qui se sont engagés à étudier la location d'un canal. Ils sont en concurrence avec le groupe italien Fininvest, de Silvio Berlusconi, Pergamon Press, du magnat britannique Robert Maxwell, et quatre autres sociétés britanniques (Visnews, Nashville, Cable Vision et Meteo Cast). Certains sont intéressés par des canaux, d'autres par des heures d'antenne. Des regroupements sont donc à prévoir, et TDF s'y emploie activement.

Le projet TDF 1-TDF 2 est-il sur le point de triompher des innombrables difficultés traversées ces dernières années ? Jamais, sans doute, ses promoteurs n'ont pu s'y prélasser. Mais une part de la réponse dépend encore du gouvernement. Pour que la CNCL puisse attribuer les canaux, il faut encore que les pouvoirs publics définissent l'avenir de la 7, la société d'édition de programmes de télévision chargée de préparer une chaîne culturelle par satellite.

Il faut aussi que soit promulgués les décrets permettant à des projets de télévisions cryptées de monter sur satellite. De Canal Plus à TVHG, nombre de candidats larguent vers cette formule, il faudrait enfin que soient menés à bien les contacts engagés par Paris avec le Luxembourg. La CLT, Compagnie luxembourgeoise de télévision (qui contrôle RTL et est l'un des principaux actionnaires de M6), est en effet prête, tout en n'étant actuellement pas candidate à un canal, à investir dans la société d'exploitation de TDF 1-TDF 2.

Mais elle demande, en contrepartie, qu'un accord sur les satellites de deuxième génération soit conclu entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg. Cette société d'exploitation n'est pas constituée au 31 mai. La construction de TDF 2 ne sera pas achevée, a rappelé M. Xavier Gouyou-Beauchamps. Sans son satellite de secours, TDF 1 resterait alors expérimental. Il reste un mois au président de TDF pour réussir.

PIERRE-ANGEL GAY.

M. Chirac envisage la suppression de la publicité sur les télévisions publiques

« Il ne serait pas absurde qu'à terme les chaînes publiques soient financées par la redevance et les chaînes privées par la publicité ».

M. Jacques Chirac, premier ministre, dans une interview accordée à l'hebdomadaire spécialisé Communication et Business qui paraît le lundi 27 avril. Faisant écho à M. Jean Autin et Roger Bouznice, membres de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), qui suggèrent tous deux que l'on supprime la publicité sur les chaînes publiques (le Monde du 24 avril), le premier ministre souligne cependant « qu'un tel objectif ne peut être atteint que progressivement ».

Selon M. Jacques Chirac, la « situation équilibrée » consisterait en la coexistence d'une chaîne chablie — FR3 — exclusivement financée par la redevance et d'une chaîne grand public — Antenne 2 — dont les recettes publicitaires seraient contenues à un niveau acceptable pour tous.

Le premier ministre semble ainsi rallier l'opinion de nombreux responsables de l'audiovisuel selon les

quels le marché publicitaire français est trop étroit pour faire vivre six chaînes généralistes. D'autant plus étroit que le gouvernement vient de l'augmenter de quelques centaines de millions de francs en annonçant son intention d'interdire la publicité pour l'alcool à la télévision (le Monde du 25 avril).

Le gouvernement semble donc résigné à modifier une fois de plus les grands équilibres du système audiovisuel. Reste à savoir dans quel délai. La loi de septembre 1986 fixait la situation publicitaire des chaînes publiques pour deux ans, mais elle permettait une réforme au statut et des missions de FR 3 avant la fin de cette année.

Les changements envisagés par le premier ministre pour la troisième chaîne ne semblent pas rejoindre son président. M. René Han s'est déclaré « en désaccord avec l'idée que sa chaîne puisse devenir à l'avenir chablie ». « Cibler une chaîne, a-t-il expliqué, ça veut dire qu'on passe du jour au lendemain de 50 % à moins de 10 % de l'audience. Quel président peut accepter cela de gaieté de cœur ? ».

En créant Ellipse

Canal + veut travailler pour les autres chaînes

« Canal + était une chaîne atypique ; Ellipse est condamnée à être une pionnière ». M. Pierre Lescure, directeur général de la chaîne payante, est visiblement ravi de ce destin !

Moins de trois ans après son lancement, Canal +, premier réseau à péage français et européen innovant en créant une filiale baptisée Ellipse, qui se veut « laboratoire de réflexion et d'action », prête à répondre aux demandes en tout genre des chaînes de télévision françaises ou étrangères. Une démarche inédite en France.

C'est en effet à partir du savoir-faire de Canal + et avec la

participation — s'ils le souhaitent — de tous ceux qui y travaillent, ou de collaborateurs extérieurs, qu'Ellipse proposera ses services.

Son champ d'action est large. Il va du simple conseil (habillage d'une chaîne, concept de jeux, de programmes...) à la production (idé en main en passant par le développement de projets conçus par les clients, ou même la constitution de partenariats français ou franco-étrangers. Ellipse se penchera également sur les différents problèmes financiers que peuvent poser, par exemple, les achats de droits.

A. R.

M. Brébart candidat à la reprise de l'imprimerie Paul Dupont

Le sort de l'imprimerie Paul Dupont (Clichy) devrait être scellé à la fin du mois. Le Comité inter-syndical du Livre parisien (CGT) a adressé, le vendredi 24 avril, des télégrammes à M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, et François Léotard, ministre de la culture et de la communication, dans lesquels il réclame une rencontre urgente avec les pouvoirs publics afin de dégager « une solution positive ».

La direction de cette filiale de la SNEP (Société nationale des entreprises de presse) a, en effet, confirmé la fermeture et envoyé une lettre de licenciement aux 248 salariés. Le préavis courant jusqu'au 22 juin, les salariés ont obtenu le maintien jusqu'à cette date des travaux de certains des

journaux clients (notamment le *Nouvel Observateur* et le *Figaro Magazine*). Mais le ministre de l'économie et des finances a fait savoir qu'il ne contribuerait plus au financement de l'entreprise, dont le déficit cumulé était de 35 millions de francs en 1986 pour un chiffre d'affaires de 102 millions de francs.

Le Livre CGT appuie en outre la proposition de reprise faite par M. Maurice Brébart. Ce dernier, gérant de la SOPEFF, qui édite *Marie-France*, *Femmes pratiques*, *Femmes d'aujourd'hui*, etc., a déjà racheté deux imprimeries — Imprimerie de Maisons-Alfort et Imprimerie moderne de Paris — au début de cette année. Il se proposerait de reprendre aussi l'imprimerie Paul Dupont et la transférerait à Saint-Denis.

150

150 000 000

Culture

Le Monde • Dimanche 28-Lundi 27 avril 1987 9

PHOTO

Bourses, aides à la création et à l'édition

Les dessous de Cendrillon

Considérée comme un parent pauvre des autres disciplines, la photographie doit parfois aux bourses et aux aides indirectes de faire vivre ceux qui la pratiquent.

Oscillant entre 24 et 26 millions de francs, le budget consacré en 1986 par le ministère de la culture et de la communication à la photographie se répartit comme suit : 10 millions au Centre national de la photographie ; 5 millions à l'Ecole nationale de photographie d'Arles ; 2,9 millions d'aide à divers organismes ou manifestations tels que le Mois de la photo, les Rencontres d'Arles, la Fondation nationale de la photographie à Lyon, le Château d'eau à Toulouse ou Metz pour la photographie ; 5,2 millions à la Mission du patrimoine et environ 2,5 millions octroyés par la direction des Musées de France pour l'achat des œuvres (Orsay, Musée d'art moderne).

Embarquant à des budgets spécifiques, les aides à la création attribuées à la photographie sont de quatre types :

• Les bourses de séjour et de recherche à l'étranger, d'un montant de 50 000 à 150 000 francs, attribuées par le FIACRE en fonction

des projets et des candidatures. Raymond Depardon en 1985 et Joseph Koudelka en 1986 en ont bénéficié.

• Les aides individuelles à la création, d'un montant de 10 000 francs à 50 000 francs, attribuées par des commissions régionales du FIACRE à des créateurs n'ayant pas encore atteint la notoriété. En ont bénéficié Marc Deneyer pour ses recherches sur le paysage, Bruno Riquillart, Alice Odillon, Agnès Bonnot et Pascal Kern.

• Les bourses de séjour et de recherche en institution comme le CIRCA de Villeneuve-lès-Avignon. En 1984, Touhami Ennadi s'est vu octroyer 100 000 francs pour travailler un an à la Villa Arson de Nice, équivalent français de la Villa Médici.

• Les aides à l'édition, attribuées soit sous forme de subvention, soit sous forme d'avance remboursable sur les ventes. En ont bénéficié la collection « Ecrits sur l'image » (Cahiers du cinéma), l'album *George Rodger en Afrique* publié en 1984 chez Herscher (100 000 francs), la première livraison de la revue *Camera International* mais aussi, en 1986, Bernard Plossa pour l'édition de *l'Avant l'aube*, et Pierre de Fenoy pour la vulgarisation de portraits imprimés en photographie.

Enfin, l'Académie de France à Rome (Villa Médici) accueille

tous les deux ans des photographes, qui reçoivent 11 000 francs par mois. En 1985, ces deux bourses ont été accordées à Alain Fleischer et Patrick Faigenbaum. Il faut signaler également que les FRAC (Fonds régionaux d'art contemporain), financés à parité par l'Etat et les régions, passent parfois des commandes à des photographes. D'un montant de 50 000 francs à 100 000 francs, des aides ont été ainsi données à Arnaud Claas, Georges Rousse, P.-A. Gette et Bernard Descombes.

L'effort financier de l'Etat trouve un relais de taille à la Ville de Paris, qui lui réserve un budget global d'environ 8 millions de francs, répartis comme suit : 3 500 000 francs à Paris-Audiovisuel, 3 millions à l'Espace Photo et 1 200 000 francs dépendant de la direction des affaires culturelles, dont 4 millions de francs pour la commission d'achat, réparties entre le Musée d'art moderne, le musée Carnavalet et Paris-Audiovisuel.

Une bourse de 100 000 francs est attribuée toutes les années impaires à un photographe dont la notoriété n'est pas internationale pour un travail en profondeur sur Paris (en 1985, Jacques Minassian). Toutes les années paires, 120 000 francs sont répartis entre six photographes pour mener à bien un travail ayant en priorité Paris pour sujet, par exemple l'architecture de Claude

Nicolas Ledoux vue par Holger Trulzsch en 1985. A cela, s'ajoutent la bourse Paris-Audiovisuel-Géo (50 000 francs), le prix Air France offrant à vingt lauréats français l'occasion d'œuvrer dans des conditions normales de photoreportage, dans dix pays étrangers, tirés au sort. Et, bien sûr, l'aide à l'édition qui a permis la réalisation de *Paris des photographes* (coédit. Contrejour), *les Années folles* (coédit. Belton), *Cecil Beaton* (coédit. Chêne), *Mon Paris*, de Willy Ronis (aide aux éditions Denoël).

Signalons que le premier prix du livre photo Kodak-Pathe-Paris audiovisuel, d'un montant de 70 000 francs, a malheureusement été supprimé. Il avait permis la réalisation des premiers livres de Gilles Peres, Tom Drabos, Bernard Faucon, Christian Milovanoff, Sebastiao Salgado et, prochainement, William Bensch. Il faut aussi remarquer la carte blanche pour un travail original sur Paris, d'un montant de 200 000 francs, liée au Mois de la photo, tous les deux ans, et inaugurée avec Ralph Gibson. Enfin, outre les 300 000 francs réservés à l'atelier de restauration de photographies anciennes que dirige Anne Cartier-Bresson, l'association Paris-Musée consacre chaque année environ 400 000 francs à l'organisation d'une grande exposition photographique au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

PATRICK ROEGERS.

MUSIQUES

La « Quinzième symphonie » de Chostakovitch

La pudeur et l'intensité

A la tête du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski va à la découverte de chefs-d'œuvre peu connus du répertoire.

La politique audacieuse de Marek Janowski est approuvée par le public qui remplit l'auditorium de Radio-France, par son orchestre qui l'a chaleureusement applaudi, le vendredi 24 avril, à l'issue d'une interprétation admirable de l'ultime symphonie de Chostakovitch, la *Quinzième*. Dirigé par cœur, Janowski a tenu tous les fils de cette œuvre complexe, un peu déroutante de prime abord par le mélange des styles et des couleurs, alliant la pudeur et l'intensité, montrant ses musiciens à la pointe de l'émotion, dessinant chaque ligne de cette partition très transparente avec une délicatesse extrême.

Selon son fils, Maxime, qui en donna la première audition en 1972, la *Quinzième symphonie* de Chostakovitch est une sorte de fresque de la vie humaine, de son début jusqu'à la fin. Mais cette évocation emprunte des chemins étonnants, jouant sur des éléments picturaux pour exprimer une philosophie moins désenchantée que résignée, plus sereine que dans la terrible *Quatorzième symphonie*.

Dans l'allegrito initial qui suggère

de l'enfant, les gambades des flûtes, le divertissement badin du Glockenspiel s'allient de manière imprévue... à la charge de cavalerie de *Guillaume Tell*, de Rossini ! Mais ces joyeux tumultes recèlent un contenu plus dramatique, à la Mahler, dans la partie médiane l'adagio erre en lourds chœurs de cuivre qui s'enchaînent avec des solos poignants parsemés aux instruments les plus divers ; on frôle les marches funèbres et les tocsins martelés, pour déboucher au contraire sur un *allegretto* sardonique (sur un thème dodécaphonique), une sorte de concerto pour orchestre à l'humour cassé, presque acerbe.

Le final est plus extraordinaire encore, avec une citation de la *Marche funèbre*, de Siegfried (le lieutenant du Destin), marie d'une danse légère, mendelssohnienne, académique, comme un souvenir décliné par le temps. Longue méditation très dépouillée qui, un instant, aboutit à une très grande expansion et retourne, caustique, dans une attitude solitaire, où le thème « enfantin » des flûtes revient au milieu des percussions légères, avant que le souffle vital ne s'éteigne comme une bougie.

Cette œuvre bouleversante avait été précédée par une belle interprétation du *Concerto* de Dvorak, avec le violoncelliste brésilien Antonio Meneses (grand prix Tchaïkovski 1982).

JACQUES LONCHAMPT.

★ Ce concert sera diffusé par France-Musique, le 18 mai, à 20 h 30.

Les stages d'Arles

Le plat de résistance des huitièmes Rencontres internationales de la photographie d'Arles est constitué des trente-huit stages où, du 4 au 23 juillet, pour un prix variant de 1 300 à 3 000 F, les amateurs passionnés peuvent échanger leurs talents et le développer au contact des professionnels.

Dans des délais qui permettent encore de s'y inscrire, en voici par thème une liste sélective : la mode (Françoise Hugulier, Max Vadukul, Caroline Labourg, Jean-François Beuret), le portrait (Neal Slavin, Serge Cohen, Brian Griffin, Herlinda Koelbl), le reportage (Michel Serboun, Reza, Patrick Zachman, John Vink, Fred Richlin), l'architecture (Basilio, Eastmans), l'image fabriquée (Bernard Faucon), le roman-photo (Xavier Lambourg).

Signalons aussi des séminaires de réflexion sur l'écriture ou le récit avec Alain Desvergnes, Frédéric Lambert, Jean Arrouy, une initiation à l'informatic (Catherine Garanger), à la vidéo (Gini, Carlotto, Orabone, Cahen et Longuet) ainsi qu'à l'usage noir et blanc (L. Hüller, Pierre Gassman), au tirage couleur (aktschroem (Taveron, Lacanaut) et enfin un « spécial collections photographiques » (Françoise Reynaud, Françoise Laphu), « photographier en studio » (Albert Giordan), « reportage d'agence » (Christian Cauchelle), « les choses telles qu'elles sont » (Arnaud Claas), et « photographier le patrimoine », avec Christian Milovanoff.

★ Renseignements : Ecole nationale de photographie, 16, rue des Arènes, 13200 Arles, tél. : 90-96-76-06.

VARIÉTÉS

Le onzième Printemps de Bourges

Battements de cœur

La onzième édition du Printemps de Bourges devait s'achever, le dimanche 26 avril, en présence de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication.

Cent cinquante mille spectateurs (cent vingt mille en 1986) dont 82 % de moins de trente-cinq ans, ont participé à une fête de la musique populaire dont l'extension jusqu'à la gigantesque (cent douze spectacles dans douze salles réparties autour de deux centres d'attractions voisins) n'a pas nui à la qualité artistique. Comme chaque année, le Festival a eu ses battements de cœur : Jane Birkin, Guy Bedos, Rita Mitsouko, Claude Maurane, Bernard Lavilliers, Ray Charles, Jerry Lee Lewis, Charles Trenet, et, au cours de la soirée, Tropic, Henri Guédon, Malovic, Alpha Blondy et Kassav. Il a été moins promoteur en « découvertes », en dehors de Marie-Ange Damestoy, une jeune femme d'origine basque qui a longtemps travaillé avec Bernard Labat et qui, dans un répertoire jazzy, retrouve d'une manière étonnante les accents poignants de Billie Holiday. Il a eu son réalisateur attitré, Serge Gainsbourg, filmant les principaux événements, posant une question sur l'apartheid au très raciste Jerry Lee Lewis, fredonnant en coulisses avec Charles Trenet.

Officiellement reconnu par l'ensemble des professionnels, le



Serge Gainsbourg

Printemps a abrité des réunions comme celle du Fonds de soutien aux variétés et au jazz rassemblant autour d'une même table directeurs de salles, producteurs et tourneurs. Le budget de la manifestation a été de 20 millions de francs. L'ensemble

des collectivités publiques (Etat, ville, département, région) en fournit 20 %, les partenaires privés en ont apporté autant en dynamisant l'image du Printemps, en consolidant sa fougue, ses élans et ses espérances.

CLAUDE FLÉOUTER.

Les programmes des festivals d'été

Montpellier, Orange, Nîmes

Pour la troisième fois cet été, Radio-France s'associe avec la ville de Montpellier pour un festival ouvert qui présentera plus de cent vingt concerts en trois semaines (du 13 juillet au 2 août) dans une vingtaine de villes, le festival « chapeautant » aussi des initiatives locales souvent plus anciennes.

Le programme, organisé par René Koenig, offrira un nombre impressionnant d'œuvres de tous les temps dans tous les genres (symphonique, musique de chambre, musique sacrée, jazz) et des opéras, donnés soit scéniquement, soit en concert : la *Tosca* avec Gwyneth Jones, *Poliuto* de Donizetti avec Olivia Stapp, *Oratorio* de Cesti avec René Jacobs et des *Tonadillas* par Hespèrion XX.

Les concerts seront parsemés de créations, dues à trente-cinq compositeurs français et étrangers, écrites en hommage à Maurice Ravel pour le cinquantenaire de sa mort. Une journée Stockhausen, la *Türangula* de Messiaen, des œuvres de Berio, Boulez, Gagnieu, Xenakis, complèteront la part de la musique contemporaine.

On notera la participation de nombreux orchestres (le National, le NOP, Liège, Montpellier, Cracovie, les deux orchestres de Lyon, Auvergne, la Philharmonie de chambre de Pologne, les solistes d'Uppesala) avec des chefs tels que Ernest Bour, Kent Nagano, Pierre Bartholomew, Jacek Jaschke, Kantorow, Emile Tchakarov, John Elliott Gardiner, Michel Plasson, Michel Béroff, etc.

Parmi les solistes, Tatiana Nikolaeva, Teresa Berganza, Yvonne Loriod, Michel Portal, Alain Menuier, Scott Ross, William Christie,

Rachel Yakar, les jeunes interprètes de la Fondation Bernasconi. Trois soirées de gala (avec Martial Solal, Daniel Humair, Michel Portal, Didier Lockwood et autres) et dix-neuf concerts feront la part belle au jazz.

Toujours dans le Midi, les Chorégies d'Orange annoncent deux opéras : le *Vaisseau fantôme* de Wagner, avec Lisbeth Ballelev, Simon Estes et Matti Salminen (direction Christoph Perick, mise en scène Nicolas Joël, le 11 juillet) et *Hérodiade* de Massenet, avec Montserrat Caballé, Elena Obraztsova, José Carreras (Jacques Delacoste et Lotfi Mansouri, le 1^{er} août). L'Orchestre national et les chœurs de Radio-France, dirigés par Rudolf Barshai, donneront la 9^e symphonie de Beethoven, le 18 juillet. Dans la cour Saint-Louis, récitals de Lucia Valentini-Terrani (le 13), Richard Cowan et Mady Mesle (le 23), Victoria de Los Angeles (le 25).

Autre événement lyrique, aux arènes de Nîmes cette fois, les 8 et 10 juillet : la *Norma*, de Bellini, avec Maria Zampieri, Marlene Dupuy, Mario Malagodi, l'Orchestre de Nîmes et le chœur national bulgare, dirigés par Emil Tchakarov, dans une mise en scène de Pier Luigi Pizzi.

★ Renseignements : Festival de Radio-France et de Montpellier, maison de Radio-France, places 64-13, 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris (tél. 42-30-14-60) ou BP 9156, 34042 Montpellier Cedex (tél. 67-52-84-84).

Chorégies d'Orange, BP 180, 84105 Orange Cedex (tél. 90-51-83-83).

— Mairie de Nîmes, place de l'Hôtel-de-Ville, 30033 Nîmes Cedex (tél. 66-76-70-01, poste 3344).

EN BREF

• Relâche à Mogador. — En raison de l'état de santé de Uta Lemp, les représentations de *Cabaret* au Théâtre Mogador sont interrompues le samedi 25 et le dimanche 26 avril en matinée. Elles doivent reprendre normalement mardi en soirée. Les billets sont échangés ou remboursés au guichet du théâtre, 25, rue de Mogador, entre 11 heures et 19 heures, par correspondance ou par téléphone : 42-85-28-80. D'autre part, à partir du 6 mai, Magali Noël sera remplacée dans le rôle de la logeuse par Jacqueline Danno.

• Festival France-ethnocolore. — Mai sera le mois du continent africain. A l'initiative des associations noires, le Festival France-ethnocolore abordera plusieurs thèmes : les arts plastiques, la cuisine, la mode, etc. ★ Renseignements : 48-97-98-13.

• Nuits francophones. — L'Afrique, la Suisse, la Belgique et le Canada réunis pour défendre plus largement l'expression française. Lyon, à l'occasion de ces premières Nuits francophones, promet quelques bons moments. Où l'on voit déjà un écrivain pied-noir, Bernard Zimmermann, ouvrir les guillemets : « Est-ce que cent ans de présence française

ont eu plus d'effets qu'une tique sur la queue d'un chameau ? » Poète, président de ces nuits francophones : Léopold Sédar Senghor. ★ Du 7 au 22 mai, renseignements : 78-59-25-89.

• EXPO 1937. — Le Festival de Cannes a quarante ans, la Révolution française blent deux cents et l'Exposition internationale des arts et des techniques fête avec faste, de mai à septembre, le cinquantième de l'exposition de 1937. Tous les musées de la colline de Chaillot seront au centre des turbulences. Ces endroits s'ouvriront au cinéma forain, à l'architecture des années 30, à Roca Duffy fortement inspiré par l'électricité à la musique et au théâtre.

Lors de l'exposition de 1937, Paris découvrait la télévision, et le tour Eiffel avant qu'elle ne devienne l'antenne la plus convoitée de France.

★ De mai à septembre : cinquantième de l'exposition internationale des arts et des techniques. Renseignements : 42-74-22-02 ou par minitel : 36-15 CAP 2.

CINÉMA

« Le Sixième Sens », de Michael Mann

La mélancolie du flic

Trente-cinq ans environ, bouclé, marié, un enfant, bien propre sur lui et agent du FBI. Pas vraiment à la retraite, plutôt retiré dans sa belle villa au bord de l'océan, car il souffre d'un syndrome mélancolique. Sa spécialité, c'est de s'identifier au crime. Du coup, il comprend les motivations les plus insensées des criminels, ce qui lui permet de les détecter, de les arrêter. Mais bien sûr, il n'en sort pas indemne. Il a joué avec des forces obscures, et il lui en est resté un accablant sentiment, une expression amère. Ses yeux sont tristes, il ne sourit jamais. A force de plonger dans les fonds de l'âme, n'a-t-il pas éveillé en lui des pulsions destructrices ? C'est une question qui se pose beaucoup ces dernières années dans le ciné-polar. Flic névrosé, c'est plus chic que flic corrompu.

Donc le héros du film de Michael Mann, *le Sixième Sens* (Prix de la critique au Festival de Cognac) a pris un congé sabbatique. Mais

comme un Jack l'Eventreur est en train de faire des siennes, son sens civique prend le dessus. Malgré les angoisses de sa femme, il part à la chasse, aidé de son flair, et muni d'une minuscule arme sur laquelle il enregistre au fur et à mesure le fruit de ses investigations intuitives.

De son côté, le Jack l'Eventreur, pauvre type au physique ingrat, manque de s'amender grâce à la rencontre d'une photographe sourde et muette, qui semble bien être sa première expérience sexuelle. Seulement il la surprend en train de faire l'amalgame avec un autre homme... Bref, nous ne serons pas privés du jeu gendarme et voleur, chat et souris, courses-poursuites, explosions, et même torche vivante, menaces sur la famille du flic, le tout en images bien louchées, en musiques attendues, sur un rythme qui ne faillit pas, mais n'emmène nulle part.

COLETTE GODARD.

« Duo pour une soliste », d'Andrei Konchalovski

Les cordes du psychanalyste

Alors qu'elle prépare un concert au Royal Albert Hall de Londres, la violoniste virtuose Stéphanie Anderson (Julie Andrews) perd le contrôle de ses doigts. Elle va savoir qu'elle est atteinte d'une sclérose en plaques. On n'échappe pas à cette maladie, mais il y a peut-être un moyen de l'accepter. Stéphanie va consulter un psychanalyste, le docteur Feldman (Max von Sydow). Le traitement l'amène à explorer son passé, à se poser des questions sur ses rapports avec son mari, le compositeur David Cornwallis (Alan Bates) et les gens de son entourage, dont son sœur Constantin Kassalis (Rupert Everett).

Comme dans *That's Life* (C'est la vie), de Blake-Edwards (le Monde du 23 avril), Julie Andrews affronte une épreuve qui met en jeu son existence, un métier artistique dont elle est fière et sa situation affective. D'un cancer possible à une réelle sclérose en plaques, la puissance émotive du sujet devrait être la même. Or on croit moins au malheur de Stéphanie

Anderson qu'à celui de Gillian Fairchild, bien que Julie Andrews, digne et douloureuse, tienne le rôle dans la sobriété et sans effets de mouchoir. Si véritable qu'elle puisse se montrer, elle n'échappe pourtant pas aux pièges d'un scénario tiré d'une pièce de théâtre de Tom Kempinski (jouée à Paris par Anny Duperey et Raymond Gérôme) qui ne fait pas de virtuosité sur les cordes tendues à se rompre de la psychanalyse.

Plus porté vers la description des états d'âme à la slave, Andreï Konchalovski, poursuivant sa carrière néo-hollywoodienne, s'empêtre dans les conventions du mélodrame à maladie incurable, dont, au surplus, un Douglas Sirk aurait aisément triomphé.

Alan Bates est forcément un mari alcoolique et infidèle, Rupert Everett un très, très séduisant trompeur. L'œil préférait l'argent à l'art. Reste le thème mal traité mais cruel de la maladie ressentie comme insupportable par les bien-portants.

JACQUES SICLIER.

Le Monde

REGIONS

AQUITAINE

Les projets de l'industrie

La première conférence Aquitaine sur l'investissement et l'aménagement du territoire a été organisée le mois dernier à Bordeaux, sur l'initiative de Jacques Chaban-Delmas, président de la région, et de Jacques Valade, vice-président régional et ministre délégué à la recherche et aux universités. Les patrons des groupes installés en Aquitaine (Aérospatiale, ELF-Aquitaine, IBM, Sony) et une dizaine de sociétés régionales performantes ont participé à cette opération.

L'objectif affiché des débats était de « confronter les stratégies des grands groupes industriels et des PMI avec celles de la région dans l'une des missions principales est d'agir en faveur du développement économique ».

Quelques créations originales ont été annoncées. Ainsi, la Société européenne de propulsion va s'associer au CNRS et à l'université de Bordeaux pour créer un laboratoire mixte sur la recherche et la caractérisation des matériaux composites. La Société d'études et de recherche sur le comportement et le vieillissement accéléré des matériaux (SERCOVAM) s'implante dans la région bordelaise en septembre 1987.

Jacques Chaban-Delmas a annoncé le futur transfert en Gironde du service informatique de la direction financière des postes. L'affaire, qui se jouait à l'origine entre Toulouse et Bordeaux, devrait se traduire par la décentralisation de trois cent cinquante emplois en 1988.

Fausse truffe

Les deux dirigeants d'une petite conserverie de Saint-Romain-Saint-Clément (Dordogne) ont réussi à mettre au point une truffe artificielle, qui, selon eux et plusieurs dégustateurs, a l'aspect, l'arôme et le goût de la truffe naturelle.

Eugène et Pierre Parisse, deux frères, qui ont travaillé auparavant à l'Institut Pasteur à Lyon — mais pas dans le domaine de la recherche, — ont mis six mois pour arriver, avec l'aide de membres de cet institut et du CNRS, à reconstituer, à partir d'éléments naturels et d'un arôme qu'ils ont créé, ce produit auquel ils ont donné le nom de « truffine ». Ils attendent maintenant l'agrément des services vétérinaires pour le commercialiser.

Selon Eugène Parisse, dès que cette autorisation sera obtenue, ils pourront fabriquer 5 à 6 tonnes de truffine dans les quinze jours et tabler sur une production de 200 à 300 tonnes par an qui seraient vendues aux environs de 500 F à 600 F le kilo, alors que la truffe naturelle s'est négociée cette année au marché de Périgueux aux alentours de 3 000 F le kilo.

DES MUSÉES EN PLEINE RÉNOVATION

La grande mémoire des Marseillais

Au printemps dernier, cinquante mille visiteurs ont découvert en même temps le splendide baroque de la Vieille-Charité et la plus grande exposition consacrée au surréalisme depuis la guerre (*la Planète affolée*). Vingt-cinq mille autres ont retrouvé ces lieux à l'automne pour rendre hommage à Monticelli. Marseille, qui l'eût cru ?

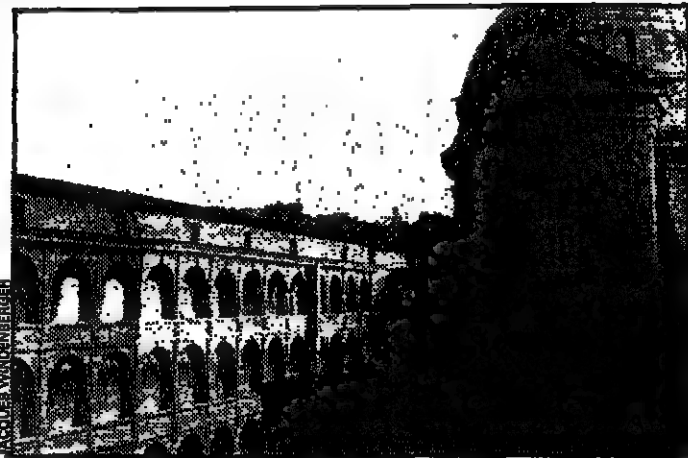
Ce qui s'y passe en ce moment dans le domaine des arts plastiques dépasse le simple engouement ponctuel ou événementiel. « Je crois, dit Germain Viatte, directeur des musées de Marseille depuis juin 1985, que les Marseillais eux-mêmes, qui ont la nostalgie du passé de leur ville et qui sont inquiets pour ce qu'elle va devenir, peuvent, à travers leurs musées, mieux saisir la place de Marseille dans le monde, car c'est une ville qui continue à parler à l'imaginaire. »

Pour cela, il fallait ouvrir de nouveaux lieux d'expositions, donner cohérence aux collections parfois dispersées et réaliser un travail d'animation, de diffusion, d'ouverture qui fasse prendre conscience à l'extérieur mais surtout aux Marseillais eux-mêmes de la valeur de leur patrimoine artistique et de ses liens avec l'histoire de cette ville.

« Certes, beaucoup de choses avaient été faites et bien faites avant mon arrivée, précise Germain Viatte, à l'été pour l'art moderne, à Borely pour les antiquités égyptiennes, mais il fallait que cela se sache, que s'établisse des relations humaines et professionnelles, que les musées de Marseille s'ouvrent sur l'extérieur. » La création d'une direction unique des musées a permis que soient regroupés tous les moyens de médiation.

En dehors d'un travail important d'animation et d'ouverture on a voulu donner cohérence aux collections. Ainsi, tout ce qui concerne l'archéologie est ou sera regroupé au musée de l'Histoire du Centre-Bourgeois, dont la deuxième tranche va entrer dans une phase de réalisation, et vers laquelle vont converger toutes les collections liées à l'histoire de la ville.

Pour sa part, la Vieille-Charité, avec les 800 mètres carrés



L'extérieur de la Vieille-Charité remis à neuf.

réservés aux expositions temporaires, ouverts en 1986, voit sa capacité d'accueil portée à 1200 mètres carrés et va recevoir cette année, à l'automne, à l'occasion d'une exposition sur « L'or des pharaons », l'ensemble des collections d'archéologie méditerranéennes. Jusqu'ici au château Borely qui va devenir un musée des arts décoratifs, intégrer les très belles collections de faïences du musée Cantini, auxquelles s'ajoutent les collections Zanti (du nom de la grande famille marseillaise), qui n'avaient jamais été montrées.

Le musée de la ville de Marseille, qui n'avait jamais été montré, sera rénové et va devenir un lieu d'accueil, ainsi que des meubles et le décor de la ville. Luce, rachetés avant sa démolition.

Quant au musée Cantini, il affirme plus que jamais sa vocation de musée d'art contemporain grâce à un effort d'acquisition d'œuvres d'artistes d'avant les années 60 et l'entre-deux-guerres (Ernst, Masson, Arp, Magritte), auxquelles seront joints des dépôts de l'État (Braque) qui soutient la politique d'acquisition.

Parallèlement se fait un gros effort sur la photo, non seulement à la Charité, où une galerie lui est ouverte, mais au musée du Vieux-Marseille, où sera présentée une reconstitution de l'atelier que Nadar avait sur la Canebière, mais encore au Musée des beaux-arts du palais Longchamp, on améliore la présentation du cabinet des dessins et pour lequel vient d'être acquise une toile de Daubigny : *Don Quichotte et Sancho Pança*.

Germain Viatte forme le vœu que le fort Saint-Jean, qui renferme une extraordinaire collection d'amphores sur lesquelles veille la direction des recherches archéologiques sous-marines, devienne un jour un musée ouvert au public.

Un budget d'acquisition de 5 millions de francs annuels (1) permet de voir l'avenir avec un certain optimisme. « On commence à nous prendre au sérieux », affirme Germain Viatte.

JEAN CONTRUGLI.

(1) Qui s'ajoutent aux 12 millions de francs annuels de fonctionnement.

CENTRE

Des tziganes à Hommes

La mission évangélique tzigane va quitter son domaine d'Évaux dans le Cher pour gagner les cent dix-huit hectares du château de Hommes (Indre-et-Loire). Rattachée à la Fédération protestante de France, elle y remplira sa mission : former les prédicateurs pour ses 50 000 fidèles tziganes de France et assurer une permanence administrative pour une communauté qui comprend quatre grandes tribus : les manouches, les roma, les yennichs et les gitans.

Le château sera occupé en permanence par quelques personnes mais la population du village de 673 habitants redoute l'arrivée en août 1988 de 25 000 tziganes pour la convention mondiale.

recherches avoient, les créations nouvelles de PME, les formations supérieures offertes, sans oublier le besoin de l'environnement.

Dans le Trégor proprement dit, l'hémorragie des groupes industriels de la téléphonie paraît stoppée. A la pointe sud de « triangle », en revanche, Guingamp s'attend à de nouvelles saignées. Les promesses de maintien d'emplois faites par la CGE et Alcatel n'ont pas été tenues, mais les primes au départ ou à la création d'emplois ont favorisé la naissance de petites PME.

Par une charte signée entre la Ville et les entreprises, Lannion veut créer un réseau d'accueil aux nouvelles sociétés. Pépinière, nurserie d'entreprise, société d'économie mixte locale d'investissement, projets de salons, appels du pied à l'étranger : Lannion veut se donner les moyens de surmonter la crise.

BRETAGNE

Lannion après la crise

Le « triangle noir » du Trégor veut redorer son image : après les jours sombres de la crise de la téléphonie, Lannion croit en l'avenir et à un nouveau développement. C'est le thème de la campagne étalée sur plusieurs années que son maire, Yves Nédelec, vient de lancer en faisant valoir, en France et à l'étranger, les atouts du Trégor : le gisement de « matière grise » du Centre national d'études des télécommunications (1 500 personnes) et les centres de

IL A FAILLI MOURIR A CALAIS

Meccano veut construire l'univers des enfants

PAS mort, le Meccano de grand-père ! Pourtant, le célèbre jeu de construction né avec le siècle sur les docks de Liverpool dans la tête du Britannique Frank Hornby a bien failli ne pas survivre à la troisième révolution industrielle.

En 1985, General Mills, multinationale américaine, géant de la production agro-alimentaire pour enfants, qui avait racheté la marque dix ans plus tôt en se lançant dans l'industrie du jouet, faisait machine arrière. Elle décidait la fermeture de l'usine de Calais, la seule unité de production au monde depuis la fermeture en 1977 de l'usine de Liverpool et la cession de la marque Meccano, label vieillissant et, à ses yeux, sans avenir.

Cette grande aventure, qui était d'une certaine façon celle du vingtième siècle, s'achevait : elle n'avait pas su prendre le pli de la civilisation des loisirs ni celui des nouvelles technologies.

C'est alors qu'entre en scène Marc Rebibo, aujourd'hui président de Meccano. Cet ancien expert-comptable parisien et ancien cadre du commerce international de l'agro-alimentaire et de métaux précieux ne connaît rien à l'industrie du jouet. Il l'avoue lui-même bien volontiers aujourd'hui. Mais,

explique-t-il, « j'étais disponible et j'avais envie de voler de mes propres ailes ». Et puis, il sent que Meccano, c'est toute une culture qu'il n'est pas possible de laisser disparaître. Il décide alors de relever le défi. « Ce ne fut pas facile de convaincre les banquiers que c'était jouable », raconte-t-il. Mais aujourd'hui l'usine de Calais, reprise avec quarante-cinq salariés, en compte plus d'une centaine ; en 1986, les ventes ont doublé et l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 37 millions de francs, dont 60 % à l'exportation. Pour 1987, l'objectif se situe entre 40 et 50 millions de francs.

Maquettes et robots

« Nous avons fait savoir que Meccano n'était pas mort », explique Marc Rebibo, à la grande satisfaction des amis de Meccano regroupés dans des clubs, notamment en Grande-Bretagne (on en compte quatorze) et en France (où le plus important, à Lyon, compte cinq cents membres). « Et nous avons réactualisé le produit tout en restant fidèles à la culture Meccano. Il fallait réhabiliter le jeu de construction : c'était le point de passage obligé pour toute stratégie

d'utilisation extensive du potentiel de la marque. »

Renouveler le produit, l'entreprise s'y emploie avec l'aide de l'ANVAR. Et aussi en mettant à profit son expérience didactique et de recherche. Car de tout temps Meccano a travaillé pour le monde de l'école en fournissant du matériel éducatif (principalement en Grande-Bretagne) et pour celui de la recherche pour la fabrication de maquettes (CNRS, Ponts et Chaussées, SNCF...).

Plus que de simples marchés, ces secteurs sont, en quelque sorte, des laboratoires pour le lancement de produits nouveaux. Ainsi, aujourd'hui, des robots Meccano sont-ils mis au point avec le concours de l'école normale d'Aras, tandis que l'ISEN (Institut supérieur d'électronique du Nord), à Lille, collabore à un projet de conception de modèles assistés par ordinateur. Ainsi moteurs et robots ont-ils trouvé place au côté des pièces métalliques traditionnelles dans les coffrets entièrement redessinés.

Mais la stratégie de Meccano ne s'arrête pas là. La clé du succès, espère Marc Rebibo, réside aussi dans la diversification. « L'objectif, explique-t-il, est de devenir le service naturel du monde de l'enfant. La grande distribution n'a pas de

marque propre à l'enfant. L'idée est de « décliner » sur toute une gamme de produits le label Meccano mondiallement connu et lié à l'univers de l'enfant à travers le jeu. »

Diversification ne veut pas dire dispersion. Meccano garde la totale maîtrise de la conception des nouveaux produits et de leur promotion : il s'agit de bien veiller à préserver l'image, le label Meccano. Par contre, la société ne veut pas disperser ses efforts et fait appel, pour la fabrication et la vente, aux industriels et aux distributeurs les plus performants.

Dès ce printemps, les premiers vêtements, blousons, pantalons, chaussures, apparaissent sur les rayons. A la rentrée prochaine, ce seront les crayons, les cahiers, les cartables... Pour plus tard, on pense vélos, meubles, etc.

Et toujours pour jouer à fond la carte de « l'image Meccano », Marc Rebibo essaie de vendre aux distributeurs son idée de « corner » : une aire de vente spécifique à la marque, aménagée dans les grandes surfaces, où l'on trouverait tous les produits de la gamme : les vêtements, le matériel de classe, les articles de sport, les meubles... sans oublier les coffrets du jeu de construction.

JEAN-RENÉ LORE.

LORRAIN

Connaître l'arbre

La Lorraine possède désormais à Nancy un Groupement d'intérêt scientifique (GIS) de biologie forestière. Ce GIS rassemble dix-huit laboratoires de recherche basés à Nancy, dans sa périphérie, à Vandœuvre et à Champenoux, où se trouve le Centre national de recherche forestière.

Le groupement a pour but de favoriser et de coordonner les recherches fondamentales et finalisées portant sur la physiologie de l'arbre et le fonctionnement des écosystèmes forestiers.

Les programmes de recherche du GIS seront définis par un comité d'orientation scientifique auquel participera notamment l'Office national des forêts, le centre régional de la propriété forestière et la direction régionale de l'agriculture et de la forêt. La création du GIS, cosignée par l'Université de Nancy I, l'Ecole nationale du génie rural des eaux et forêts (ENGREF) de Nancy et l'INRA, permettra enfin à ses participants d'engager des démarches auprès des partenaires publics ou privés afin d'acquiescer et d'utiliser des moyens en commun.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Roger Béchaux, Jean-Louis Berner, Alexis Bodaert, Gilette de Matha, Pascale Monner, Jean Vidéa.

Coordination : Jacques-François Simon.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le produit « tourisme »

Pour éviter la dispersion des efforts, le comité départemental du tourisme des Pyrénées-Orientales, qui fut le premier créé en France, il y a trente-sept ans, en 1950, a réussi à regrouper huit organismes divers pour conduire des actions conjuguées tourisme-produits : le conseil général, la ville de Perpignan, la chambre de commerce et d'industrie, la chambre des métiers, l'association Prestige du Roussillon, le Comité interprofessionnel des vins doux naturels, le groupement d'intérêts professionnels des Côtes du Roussillon et Côtes du Roussillon-Villages, l'Union des offices de tourisme et syndicats d'initiative. Le comité départemental du tourisme assurera la coordination générale.

Cette entente et ce cofinancement de tous les documents est, pour ses promoteurs, une opération unique à ce jour.

Le département des Pyrénées-Orientales offre aux touristes 300 000 lits. Sur les 35 millions de visiteurs en France, il en a retenus 2 millions. Son chiffre d'affaires touristique est de l'ordre de 4 milliards de francs, selon les chiffres du comité départemental. Par comparaison, celui de l'agriculture est de 3 milliards.

BASSE-NORMANDE

Théâtre à Hérouville

Hérouville-Saint-Clair, dans le Calvados, a désormais son théâtre. Ce théâtre, c'est le dernier acte d'une pièce commencée le 20 novembre 1963 lorsque fut posée la première pierre de la ZUP d'Hérouville, tout près de Caen. ZUP qui est aujourd'hui devenue une véritable ville avec ses 27 000 habitants. Jumele de Caen, la capitale, pour loger les Normands de la croissance industrielle des années 60. Rivaux parfois pour l'implantation des grands équipements départementaux.

Intégré au projet architectural d'Eugène Lemaury, qui a conçu le centre-ville comme une « cité-douce », le théâtre dont la capacité d'accueil est de sept cent places a été réalisé par un groupement d'entreprises régionales. Il est placé sous la responsabilité de la Comédie de Caen, centre dramatique national de Normandie. Ses promoteurs veulent en faire « une sorte de prototype dans le paysage culturel français » avec une ouverture sur d'autres formes d'arts.

C'est le *Titus Andronicus* de Shakespeare, mis en scène par Michel Dubois, directeur du CDN, qui a officiellement inauguré la saison théâtrale à Hérouville, avant d'être présenté à Chaillou.

ILE-DE-FRANCE

Guides tucistes

Du 1^{er} juin au 30 septembre prochains, 250 jeunes « tucistes », habillés aux couleurs de la ville de Paris, seront placés aux principaux points touristiques de la capitale pour accueillir, informer et orienter les visiteurs étrangers dans leur langue, c'est-à-dire en anglais, allemand, espagnol, italien et japonais.

Une convention vient d'être signée à cet effet entre le ministre des affaires sociales et de l'emploi, Philippe Séguin, le secrétaire d'Etat au tourisme, Jean-Jacques Descombes, le président de l'Office du tourisme de Paris, Jacques Pélissier. C'est l'Office du tourisme de Paris qui est chargé de mettre en œuvre cette opération originale avec l'appui de plusieurs « partenaires » privés et publics.

L'exemple donné par la capitale pourrait être suivi par des villes de province à commencer par Epinal dont le maire est... Philippe Séguin. Ce dernier a en outre l'intention de rechercher si d'autres « tucistes » ne pourraient être employés de la même façon, par exemple, comme porteurs de bagages dans les aéroports ou les gares parisiennes.

* Renseignements à l'Office de tourisme de Paris, 127, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 47-23-61-72.

سكنا من المرحلي

REPÈRES

Impôt sur les bénéfices privés

L'URSS publie ses barèmes

Les Soviétiques, dont les bénéfices fiscaux d'activités privées, autorisées à partir du 1^{er} mai, dépasseront 6000 roubles par an (1 rouble vaut environ 10 francs) devront payer 65 % d'impôt à l'Etat sur les revenus excédant cette somme, a annoncé M. Boris Gostev, ministre des finances de l'URSS, dans un article publié dans la Pravda du vendredi 24 avril. Le ministre précise le barème applicable qui sera progressif. Pour les secteurs d'activité dans lesquels le contrôle des déclarations de revenus est difficile, un système de retenue annuelle sera institué : 450 roubles par an pour les entrepreneurs individuels de la construction et de la réparation, 550 roubles pour les transporteurs de passagers.

Logements

Cinq ans de réhabilitation des quartiers défavorisés

Après cinq ans d'existence, la Commission nationale pour le développement social des quartiers, présidée par M. François Geindre (maire socialiste d'Herouville-Saint-Clair, Calvados), s'occupe de cent quarante-sept quartiers défavorisés, dont soixante-quinze devraient pou-

voir « vivre leur vie » normalement en 1988, tandis qu'une sous-commission de nouveaux quartiers devraient être pris en charge par la commission. Les actions globales de réhabilitation du cadre bâti (quarante mille logements remis en état pour un coût de 3,5 milliards de francs, aménagements d'espaces extérieurs, prévention de la délinquance, revitalisation de la vie sociale, etc. (avec une aide de l'Etat et des collectivités locales de 2 milliards de francs), ont pour objectif d'arrêter la dégradation de ces quartiers nés dans les années 60 d'une urbanisation hâtive. La commission dispose en 1987 de 700 millions de francs dont 500 millions de francs pour la réhabilitation des logements.

Produits industriels

Baisse de la consommation en mars

La consommation des ménages français en produits manufacturés a, à nouveau, diminué en mars, d'après l'INSEE. En données corrigées des variations saisonnières et en francs 1980, elle est passée de 48,07 milliards de francs en février à 46,95 milliards en mars, soit une baisse de 3,5 %. Ce mouvement de baisse, après trois mois de stabilité, a concerné tous les produits manufacturés, mais il a été plus marqué, en mars, sur les biens durables et le textile-habillement. La consommation de biens durables a baissé en mars de 3,5 %, celle de l'habillement de 8 %.

SOCIAL

La moitié des retraités du bâtiment reçoivent moins de 3576 francs par mois

Si, globalement, la situation des retraités s'est améliorée, « la France pauvre des vieux » n'a pas disparu. En témoigne une enquête de la Caisse nationale de retraite des travailleurs du bâtiment et des travaux publics (CNRT) : sur ses allocataires, en 1986, la moitié d'entre eux avaient des revenus inférieurs à 3576 francs par mois et 20 % un revenu inférieur ou égal au « minimum vieillesse » de l'époque, c'est-à-dire 2573 francs par mois pour une personne seule; la très grande majorité (88,3 %) avaient moins de 6000 francs par mois.

Ces retraités à faibles revenus, ce sont souvent des veuves, dont la proportion ne cesse de croître, résultat de l'allongement de la vie des femmes, alors que les dures conditions de travail des ouvriers du bâtiment entraînent des décès relativement précoces : près de 42 % des allocataires de la CNRT sont des veuves, et la moitié d'entre elles ont un revenu mensuel moyen inférieur ou égal à 3000 francs par mois. Le nombre de retraités très âgés a augmenté de 13,7 % entre 1982 et 1986, approchant les 660 000 aujourd'hui; il devrait atteindre 900 000 en l'an 2000.

Selon la CGT

Plus 3 % en 1986 pour les salaires dans la métallurgie

Les salaires des ouvriers, employés et techniciens de la métallurgie ont augmenté de 3 % en moyenne, d'octobre 1985 à octobre 1986, selon l'enquête annuelle de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM) CGT : 2 % d'augmentations générales et 1 % d'augmentations individualisées. Ceux des techniciens supérieurs, ingénieurs et cadres ont progressé de 3,2 %, la part des augmentations individualisées (1,7 %) dépassant celle des augmentations générales (1,5 %).

Ces chiffres cachent de grandes disparités selon les entreprises et les secteurs : ainsi, 2 % des entreprises n'ont accordé aucune augmentation, et 4 % uniquement des augmentations individuelles. En revanche, quelques entreprises ont accordé jusqu'à 4 %, voire plus, en augmentations générales. Toutefois, la FTM souligne, pour s'en inquiéter le développement de l'individualisation des salaires, qui, selon elle, « a pour objectif final de réduire les coûts salariaux » en jetant « par-dessus bord la notion de pouvoir d'achat ».

En 1986, selon la CGT, plus de la moitié des deux millions cent quarante mille salariés de la métallurgie recevaient moins de 6 000 francs net par mois (primes comprises, mais sans le régime mois et les primes de vacances et de fin d'année).

Malgré l'arrivée d'une tranche de retraités plus jeunes — les moins de soixante-cinq ans ont augmenté de 28,1 % entre 1982 et 1986, — l'état de santé des ouvriers retraités du bâtiment ne paraît pas s'améliorer. Malgré l'abaissement de l'âge légal de départ à la retraite à taux plein en 1982, le nombre d'allocataires de la CNRT ayant pris une retraite anticipée pour inaptitude au travail s'est accru depuis cinq ans : il représentait en 1986 près de 40 % des allocataires contre moins d'un tiers en 1982. Près de 40 % des retraités du bâtiment ont une pension d'invalidité de deuxième ou troisième catégorie, contre 23,6 % en 1982. On trouve aussi davantage d'accidentés du travail.

Conséquence : la proportion de personnes prises en charge à 100 % par l'assurance-maladie est passée de moins de la moitié à 64,2 %. Un pourcentage comparable à celui des retraités du bâtiment qui se disent atteints d'affections chroniques.

Cependant, tout n'est pas noir dans le tableau. D'une part, la proportion de retraités ayant de meilleurs revenus s'accroît : quoique très minoritaire, la tranche de revenus supérieurs à 7 000 francs par mois a pratiquement doublé entre 1982 et 1986, augmentation qui ne s'explique pas uniquement par l'inflation. D'autre part, les conditions de logement se sont améliorées : 14,3 % seulement des retraités du bâtiment n'ont pas l'eau chaude dans leur logement contre 22,2 % de l'ensemble des personnes âgées. Avec le développement du logement collectif par rapport à la maison individuelle (on compte presque autant de locataires que de propriétaires), le chauffage central collectif a presque triplé en quatre ans (39 % des logements contre 13,6 % en 1982).

Enfin, malgré l'état de santé, la faiblesse des revenus, le climat est plutôt à l'optimisme : la proportion de ceux qui se disent « heureux de vivre » a fortement augmenté depuis 1982.

G. H.

FAITS ET CHIFFRES

● Grève suspendue à la CRAMIF. — Les standardistes de la Caisse régionale d'assurance-maladie d'Ile-de-France (CRAMIF), en grève depuis le 30 mars pour obtenir une amélioration de leur salaire d'environ 450 F par mois et une rémunération plus forte de l'ancienneté, ont suspendu leur mouvement le vendredi 24 avril.

● Fonctionnaires : actions décentralisées le 14 mai. — Les six fédérations de fonctionnaires, FEN, FO, CFTD, FGAF (autonomes), CFTC et CGC, qui maintiennent un front uni depuis la fin janvier sur les revendications de salaires et d'effectifs ont décidé, pour la semaine d'action qu'elles ont prévue du 11 au 16 mai,

de prévoir le 14 mai des « rassemblements » décentralisés, des déléguations auprès des pouvoirs publics et des élus. La participation à ces actions (actions communes ou séparées des syndicats) sera décidée localement.

● Un candidat FO au Conseil économique. — Force ouvrière a décidé de présenter officiellement un candidat à la présidence du Conseil économique et social pour succéder à M. Gabriel Venturi (FO) : M. Marcel Lalonde, quarante-six ans, secrétaire confédéral de FO.

● Une aide de 2,4 milliards de dollars pour le Pakistan. — Réunis à Paris les 23 et 24 avril, les représentants des principaux pays indus-

L'action coûtera 107 F

La privatisation du CCF devrait être une opération blanche pour l'Etat

En fixant à 107 F le prix de chacune des 41,32 millions d'actions composant le capital du Crédit commercial de France, la première grande banque de dépôt à être privatisée, le ministre de l'Economie et des Finances a assigné à l'établissement une valeur d'offre globale de 4,42 milliards de francs.

Lors de la nationalisation de 1982, le coût de l'indemnisation s'était élevé pour l'Etat à 1,77 milliard, soit en francs constants environ 2,3 milliards de francs de 1987. Si on y ajoute les 2 milliards de francs que la puissance publique s'est engagée à verser au CCF pour porter ses provisions au niveau exigé par la Banque de France (le Monde Affaires du 25 avril), on s'aperçoit que l'Etat a fait une opération blanche, sans gain ni perte, alors que pour l'Etat il avait plus que doublé sa mise.

En même temps que le prix des actions, M. Edouard Balladur, ministre de l'Economie et des Finances, a fait connaître la composition du « moyen stable » constitué à hauteur de 30 % du capital du CCF par les sociétés et organismes qui

ont souscrit à cet effet et qui paient leurs actions 4 % de plus que le public, soit 111,25 F. La liste est la suivante : la Compagnie électrofinancière, du groupe CGE, 4,5 %; Lafarge-Coppée, 3,9 %; Mutuelle générale de France, 3,8 %; SMABTP (Mutuelle du bâtiment), 3,8 %; Mutuelles unies (groupe AXA), 3 %; Rhône-Poulenc, 3 %; Thomson, 3 %; Galeries Lafayette, 2,5 %; Krediet Bank (Luxembourg), 2,5 %.

On remarquera que parmi les actionnaires figurent de très vieux clients du CCF, souvent administrateurs dans le passé, mais pas actionnaires : CGE, Lafarge, Galeries Lafayette. La Krediet Bank est depuis longtemps alliée au CCF au sein du groupe multinational Inter Alpha.

Rappelons enfin qu'une part de 15 à 18 % du capital de la banque est réservée aux souscripteurs étrangers, 10 % au personnel et 40 % au public, la période de souscription s'étendant du lundi 27 avril au 7 mai.

Le groupe du Crédit commercial de France, au sixième rang français

par le total de son bilan au 31 décembre 1986 (environ 207 milliards de francs), emploie 12 500 personnes. Avec 373 succursales et agences en France et 51 implantations à l'étranger, ses dépôts atteignent environ 61 milliards de francs et ses crédits 80,5 milliards de francs. Son produit net bancaire s'est élevé en 1986 à 6,47 milliards de francs et ses résultats nets consolidés à 360,5 millions de francs (+ 41 %, soit 6,70 francs par action, le prix de 107 francs par titre capitalisant plus de douze fois ce résultat).

Avec le CCF se trouvent privatisées ses filiales, généralement détenues à 51 %. Parmi celles-ci, l'Européenne de banque (ex-banque Rothschild), présidée par M. Prain, a 18 succursales dont onze à Paris et distribue 10 % des crédits du groupe avec un bénéfice de 15 millions de francs. L'Union de banques à Paris (UBP), présidée par M. Fajol, a 65 agences, distribue 6 % des crédits du groupe à des PME et des particuliers avec un bénéfice de 36 millions de francs.

La petite banque Châir à Avignon, présidée par M. Michel Habib-Delenclos, collecte 2,1 milliards de dépôts, distribue 900 millions de crédits avec un résultat de 9 millions de francs. Enfin, la banque Odier-Bungener-Courvoisier, avec un seul guichet à Paris, a distribué 1,4 milliard de francs de crédits avec 6,5 millions de francs de bénéfices.

EDF et Atochem signent un accord sur la tarification électrique

EDF et Atochem, filiale d'Elf-Aquitaine, ont conclu un accord de « modulation annuelle » des tarifs d'électricité portant sur la période 1987-1995, ont annoncé, le vendredi 24 avril, les deux sociétés dans un communiqué. L'accord est original et lie les deux contractants dans un effort conjugué pour réduire les coûts de production.

Atochem, dont les usines de chlore réparties sur quatre sites consomment 3 milliards de kilowattheures par an pour une valeur de 600 millions de francs, « s'efforcera » du réseau aux périodes de pointe de production d'électricité. Moyennant quoi, EDF fera profiter la production chlorifère de la baisse de ses coûts de production. Par ailleurs, Atochem capitalisera sur neuf ans une partie de sa facture électrique par paiement anticipé, ce qui lui permettra de bénéficier d'un rabais.

Rhône-Poulenc sur les rangs ?

EDF accepte, de son côté, de reprendre les droits spéciaux d'achat de courant électrique détenus par Atochem depuis la nationalisation des moyens de production électrique en 1946. Ces droits donnaient lieu à compensation sur la facture d'électricité.

EDF a déjà conclu un accord de modulation de la tarification d'un type différent avec Pechiney pour la production d'aluminium, en décembre 1986. Un troisième groupe, Rhône-Poulenc, souhaite également bénéficier de tarifs plus compétitifs, mais aucune négociation n'est en cours, indique-t-on à EDF.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Philips et GEC fusionnent leurs activités d'équipement médical

Les groupes néerlandais Philips et britannique General Electric Company (GEC) vont fusionner leur division fabricant des équipements médicaux (le Monde du 18 avril). La société commune, partagée à 50/50 et basée aux Etats-Unis, deviendra le numéro deux mondial de ce secteur, derrière l'américain General Electric Corp. (qui n'a rien de commun, malgré son nom, avec GEC) et devant Siemens. Philips, actuel numéro trois, a enregistré des ventes de 1,37 milliard de dollars dans ce domaine, et GEC, sous le nom de Picker International, de 612 millions de dollars. Pour rétablir l'équilibre, GEC, outre Picker, apportera 150 à 200 millions de dollars à la société commune.

Les équipements médicaux (radiologie, résonance magnétique nucléaire...) nécessitant des frais de recherche de plus en plus élevés, et la compétition se fait plus dure. Les autres grands fabricants sont Toshiba et le français Thomson-CGR, qui estime, lui aussi, qu'une alliance lui sera nécessaire.

Renault retarde la conclusion de son accord avec Chrysler

La date limite, prévue pour le 29 avril, de la signature des accords définitifs de vente par Renault d'American Motors à Chrysler, est repoussée au 5 mai. Ce contretemps s'explique par le caractère « complexe » des discussions, indiquent les sociétés. Des « progrès considérables » ont été enregistrés mais des « points de détail » restent à régler, selon Renault, qui affirme que le principe de l'accord n'est pas remis en cause.

Valeo cédera ses équipements TP à Rockwell

Le groupe américain Rockwell va reprendre début 1988 la SOMA, filiale de Valeo, qui fabrique des équipements pour la fabrication des engins de travaux publics. SOMA emploie 1 100 salariés et a enregistré en 1985 un chiffre d'affaires de 556 millions de francs. D'ici à l'an prochain et avant l'aval gouvernemental sur cet accord, Rockwell commercialisera les produits de SOMA dans le monde. La SESM, filiale de SOMA, qui fabrique des équipements militaires (destinés aux chars notamment), sera rattachée directement à Valeo et non cédée.

Agence Havas : bénéfices de 426 millions de francs en 1986

Derniers chiffres de l'Agence Havas avant sa privatisation prévue pour le 1^{er} mai : un chiffre d'affaires consolidé en 1986 de 11,3 milliards de francs, en progression de 13,5 % sur 1985, un résultat net total de 426 millions (part du groupe), une capacité d'autofinancement de 391 millions (+ 16,2 %) et des investissements de 468 millions (+ 44,4 %) pour 1,6 milliard de capitaux propres. La rentabilité de Canal + est confirmée, mais la relance de Jours de France a renforcé les difficultés. Le dividende proposé à l'assemblée générale, qui se tiendra le 15 mai prochain, sera de 17 francs (hors avoir fiscal). L'assemblée se verra proposer le fractionnement des titres par quatre, la suppression de la nominati-

on et du droit d'agrément, l'obligation de dévaluation pour chaque actionnaire possédant plus de 1 % du capital et la prise en compte de la création d'une action spécifique de l'Etat.

Michelin : 1,9 milliard de francs de bénéfices

Le groupe Michelin a enregistré en 1986 un bénéfice de 1,9 milliard de francs, en forte hausse (1,04 milliard en 1985). L'ensemble des filiales ont des comptes « sains », indique Michelin, la France restant toutefois le point de fragilité du groupe. La manufacture française a d'ailleurs inscrit une perte de 54 millions en 1986, après un déficit accumulé ces cinq dernières années de plus de 5 milliards. Michelin y a prévu 2 200 suppressions d'emplois en 1987.

Le chiffre d'affaires du groupe marque une stagnation à 46,3 milliards de francs (46,6 milliards en 1985), bien que, en volume, les ventes aient augmenté de 2,8 %. La capacité d'autofinancement a été de 5 milliards de francs (contre 4 milliards en 1985).

Matra : bénéfices de 153 millions de francs

Le groupe Matra a annoncé, le 24 avril, une hausse de son bénéfice net (part du groupe) qui s'établit à 153 millions de francs en 1986 contre 46 millions l'année précédente, alors que son chiffre d'affaires restait stable (14,45 milliards de francs contre 14,87 milliards en 1985).

Eurocom crée le holding Techpack

Eurocom, filiale publicitaire de l'Agence Havas, vient de regrouper dans une holding, Techpack, la totalité de ses participations dans le domaine des emballages plastique et carton. Le capital en est détenu à 84 % par Eurocom et à 16 % par l'IDF (Institut de développement industriel). Techpack, qui regroupe six sociétés françaises (LJR, MDR, SFG, Gault et Fremont, Paris emballages et Spic International) et des sociétés à l'étranger, réalisera en 1987 un chiffre d'affaires proche du milliard de francs. M. Jacques Landelle, directeur général adjoint et membre du directeur d'Eurocom, en a été nommé PDG.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

« Les mois d'avril sont meurtriers », nous apprend l'affiche d'un polar sorti ces jours derniers sur les écrans. La Bourse, merci pour elle, a échappé à cette hécatombe printanière, conservant en fin de semaine un gain modeste mais bien accueilli de 0,7 %.

La liquidation d'avril, effective mardi, se soldait par un recul léger (un demi-point), qui confortait l'assurance des investisseurs : malgré la bataille monétaire et commerciale appo-américaine, qui provoque des accés de faiblesse répétés du dollar et des à-coups spectaculaires (en hausse comme en baisse) à Wall Street, Paris laisse passer l'orage et campe sur des positions relativement solides. Bien sûr, chacun se demande, rue Viergeuse, combien de temps encore la hausse — devenue plus hétéroclite en avril — va durer. Les spéculateurs veulent arriver avec une certaine fébrilité les mois de mai et juin, se souvenant que l'an passé, ces deux mois ont été marqués par de sévères corrections à la baisse.

Mais comme le souligne un observateur attentif de la place, la situation n'est pas la même aujourd'hui que, l'an passé à pareille époque. Lorsque la cote s'affaissa au printemps 1986, le marché avait déjà progressé de 35 % depuis janvier. On pouvait s'attendre à un ajustement d'autant plus brutal que les investisseurs avaient mal contrôlé leurs gains, anticipant des hausses qui ne se réalisèrent que plus tard. Cette année, le scénario est différent. En quatre liquidations mensuelles, la Bourse a gagné un peu moins de 15 %, dans un marché actif, mais prudent et sélectif, qui procède par petites avancées suivies de paliers de consolidation. Ce pas-à-pas devrait lui permettre, si on en croit les spécialistes, de progresser régulièrement, mais, bien sûr, plus lentement. Un rythme qui devrait écarter les risques d'un retournement soudain. Sauf à voir se produire un événement économique international majeur, comme par exemple une baisse du dollar à 5,5 F dans les quinze jours, la place semble à l'abri d'une cuisante mésaventure.

Sereine

Autour de la corbeille, certains s'interrogeaient cette semaine sur les capacités du marché à absorber le flot de papier que les pouvoirs publics s'approprient à déverser sur lui. Éternelle question depuis la première privatisation, qui cessera de se poser seulement lorsque la dernière « nationalisée » aura rejoint la cote officielle. En attendant une accélération de son programme d'ici à l'été, avec les privatisations successives de la CGCT, du CCE, de la CGE et de Havas (sans oublier la Caisse nationale du crédit agricole, avant le 1^{er} janvier 1988), le gouvernement n'a en rien inquiété les boursiers. Les professionnels sont formels : les particuliers, comme ils l'ont déjà montré, sont prêts à se porter acheteurs de la totalité des titres offerts. Les institutions serviront au mieux d'appui. Les augmentations de capital de Régis ou de BSN ? Le marché a, dit-on, l'estomac assez large pour les digérer et en redemander.

Il est vrai que les placements concurrents ne sont pas assez attractifs pour modifier fondamentalement les stratégies boursières des investisseurs. La crainte d'assister à une remontée prochaine des taux d'intérêt pèse sur les obligations. Seuls l'or et l'argent bénéficient de secousses monétaires pour rattraper le retard qu'ils avaient accumulé ces dernières années. Mais le volume d'affaires que drainent les métaux précieux est sans commune mesure avec celui des transactions boursières.

Ces dernières ont été très fournies cette semaine pour les valeurs vedettes de la cote, publicisées par les étrangers comme par les particuliers français. Peugeot, Michelin, Thomson, voilà le trio sans surprise des titres qui ont fait l'objet du plus grand nombre d'échanges ; Lafarge Coppée, Saint-Gobain et Saint-Louis-Bouillon

suivent à distance. Bouygues ne s'est pas montré sous son meilleur jour, réagissant sans doute au départ des actionnaires vedettes de TF1 pour la « Chaq ». Il faudra désormais s'habituer à voir le cours des valeurs du bâtiment influencé par des considérations médiatiques. Une perspective qui ne réjouit pas outre mesure les actionnaires de Bouygues. Certains sont même tentés par des transferts de position vers d'autres titres du bâtiment-travaux-publics, craignant que les bénéfices du numéro un du bâtiment soient grevés par l'acquisition de la « Une ».

Des mouvements de titres ont été observés sur Martell. S'agit-il des prémices d'une OPA dont certains parient déjà depuis plusieurs mois ? La réponse pourrait être comme très prochainement. Parmi les valeurs en vue, Danisco a tiré son épingle du jeu, dopé par les commandes de Mirage passées par l'Arabie saoudite. L'attribution de la CGCT à Ericsson et Matra a redonné vigueur à la société de M. Lagardère. Les boursiers ont, en outre, été sensibles à la progression des résultats du Crédit lyonnais en 1986 (+ 52,7 % à 1,93 milliard de francs), tandis que Paribas faisait son entrée officielle à la corbeille.

Dans ce contexte favorable aux entreprises, les boursiers attendent les distributions de dividendes qui devraient, d'ici un mois à un mois et demi, apporter une somme de liquidités évaluée, au minimum, à 15 milliards de francs. De quoi donner à ceux qui le souhaitent des munitions supplémentaires pour participer à de prochaines batailles boursières.

Pour l'heure, c'est l'OPA lancée sur Duffour et Igon (voir encadré), qui fait battre le cœur des investisseurs pour ce « petit » Air Liquide, qui fut naguère précédé par le père de Brigitte Bardot. Le 24 avril, l'ouest-allemand Linde AG a annoncé de nouveaux apports en relevant son prix d'offre de 2 585 F à 3 750 F. Suspendue jusqu'au 29 avril, la cotation du titre est d'ores et déjà un rendez-vous clé de la semaine prochaine.

ERIC FOTTORINO.

Semaine du 21 au 24 avril

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

La reprise manquée

Un nouvel accès de faiblesse du dollar, ainsi qu'une remontée des taux d'intérêt obligataires, des prix de l'or et de l'inflation a fait avorter une bonne reprise la semaine passée à Wall Street, dans un marché extrêmement nerveux.

L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui a enregistré, mardi, sa deuxième hausse quotidienne record (+ 66,48), a terminé la semaine avec des écarts de 40,62 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 2235,37 (contre 2275,99).

La chute du dollar prend des proportions inquiétantes sur les interventions des banques centrales semblant inquiétantes à la contenance. En entraînant dans son sillage une remontée des taux d'intérêt et des prix de l'or, elle provoque un déplacement de la demande des investisseurs vers les métaux précieux et les obligations.

L'inflation redouble, en outre, le site aux États-Unis, où les prix de détail ont augmenté sur la base annuelle de 5,1 % en mars contre 1,1 % pour l'ensemble de 1986, accroissant encore la possibilité d'un resserrement du crédit par la Réserve fédérale.

	Cours 16 avril	Cours 24 avril
Alcoa	46 3/8	46 3/4
AT&T	28 5/8	28 1/2
Bearing	55 1/8	55 1/8
Chrysler	35 1/8	35 3/4
Du Pont de Nemours	116	112 1/4
Eastman Kodak	73 1/8	73
Exxon	84 3/4	84 1/2
Ford	84 3/4	84 1/2
General Electric	103	102 3/4
General Motors	86 3/4	86 3/8
Goodyear	59 5/8	57
IBM	189 1/4	183 3/4
ITT	56 3/4	54 1/8
Mobil Oil	46 7/8	47 1/2
Pfizer	67 7/8	65 7/8
Schlumberger	40	40 1/2
Tyco	31 1/4	31 1/8
Union Carbide	28 7/8	28 1/2
USX	27 7/8	28 1/2
Westinghouse	63 1/4	63 3/4
Xerox Corp.	74 1/4	76 1/4

LONDRES

Mieux sur la fin

Après un départ faible à l'issue du long week-end pascal, la tendance a nettement reviré à la hausse, la semaine passée, au Stock Exchange de Londres, appuyée par l'opinion croissante que le gouvernement Thatcher sortira victorieux d'élections générales anticipées en juin.

Les fonds d'État ont effacé leurs pertes initiales provoquées par la recrudescence du marché obligataire américain, grâce à la fermeté persistante de la livre sterling, qui a favorisé les espoirs de réduction des taux d'intérêt britanniques. Les mines d'or sont revenues au premier plan vers la fin de la semaine à la suite de l'essor du cours de l'or, qui a atteint son plus haut niveau depuis plus de quatre ans.

L'indice FT-100 du 24 avril : industrielles, 1 580,9 (contre 1 540,3) ; fonds d'État, 91,62 (contre 90,36) ; mines d'or, 444,4 (contre 444,5).

	Cours 16 avril	Cours 24 avril
Beecham	497	499
Bovril	495	495
Brit. Petroleum	375	380
Charter	333	340
Comstock	411	411
De Beers	113 1/4	113 1/2
Glaxo	14 17/32	14 25/64
Gl. Univ. Stores	14 1/4	14 3/4
Imp. Chemical	12 43/64	12 9/16
Shell	11 11/16	11 7/8
Unilever	26 21/64	26 17/32
Victrex	472	480
Warren	39	39 1/2

(*) En dollars.

FRANCFORT

Faible

Après la trêve pascale, la Bourse de Francfort a marqué le pas cette semaine. Si l'accord de mercredi sur la réduction du temps de travail dans la métallurgie a redonné de l'élan, la baisse du dollar, à son tour, a déprimé le marché. L'indice de la Commerzbank : 1 803,7 (contre 1 797,5) au 24 avril.

	Cours 16 avril	Cours 24 avril
AEG	316	312,5
BAWAG	276,78	272,5
Boyer	310	308
Commerzbank	276,98	265
Deutschebank	625	636,50
Hoechst	277,69	286,5
Karstadt	434	426,50
Mannesmann	186	177,50
Siemens	763,30	702,50
Volkswagen	344,50	348

TOKYO

Irrégulière

Après avoir pour la première fois, mercredi, franchi la barre des 2 400, l'indice Nikkei Dow Jones a fléchi samedi, à la suite d'importantes prises de bénéfices. La semaine, placée sous le signe de l'irrégularité, a été marquée par les fluctuations du dollar face au yen.

Indices du 25 avril : Nikkei : 2 393,73 (contre 2 338,35) ; indice général : 2 128,98 (contre 2 171,97).

	Cours 17 avril	Cours 24 avril
Abet	485	385
Bridgeport	854	833
Casco	4128	3 980
Fuji Bank	781	785
Honda Motor	1 230	1 140
Mitsubishi Electric	1 360	1 440
Mitsubishi Heavy	999	660
Sony Corp.	2 750	2 690
Toshiba Motors	1 500	1 480

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	24-4-87	Diff.
4 1/2 % 1973	1 836	+ 125
7 % 1973	8 850	+ 330
10 3/8 % 1975	102,35	inch.
PMI 10 1/8 % 1976	102,50	+ 0,10
8 3/8 % 1977	123	+ 0,10
10 % 1978	103,40	+ 0,20
9 8/8 % 1978	102,80	+ 0,50
9 % 1979	100,80	+ 0,10
10 3/8 % 1979	105,40	+ 0,10
13 3/8 % 1980	102,25	+ 0,10
16 7/8 % 1981	102,56	+ 0,29
16 3/8 % 1982	117,00	+ 0,10
16 % 1982	119,62	+ 0,39
15 7/8 % 1982	115,35	+ 0,05
CNE 3 %	4 295	+ 78
CNE 10, 5 000 F	101,51	+ 0,11
CNE 10, 5 000 F	102	inch.
CNE 10, 5 000 F	102,30	+ 0,30
CNE 10, 5 000 F	101,51	+ 0,09

Filatures, textiles, magasins

	24-4-87	Diff.
André Rouiller	335	- 4 80
Agache (Fin.)	2 130	+ 70
BHV	628	+ 9
CFAO	2 438	+ 130
Danier-Servant	3 098	+ 20
Darty	478	- 3
DMC	1 212	+ 25
Galeries Lafayette	1 212	+ 25
La Redoute	490	- 30
Nouvelles Galeries	830	+ 41
Printemps	788	- 12
SCOA	132,60	+ 1,68

Métallurgie construction mécanique

	24-4-87	Diff.
Alpi	599	+ 44
Avions Dassault-B.	1 325	+ 60
Chien-Chiulou	106,10	+ 19,10
De Dietrich	2 789	+ 114
FACOM	1 800	- 135
Fives L.	249	- 5
Marine Wenzel	532	- 3
Peugeot	1 483	+ 3
Peugeot SA	1 659	+ 112
Poelain	13	+ 0,70
Sagem	3 800	- 10
Selex	1 170	- 32
Vallo	648	+ 36
Vallourec	109	+ 1

Valeurs diverses

	24-4-87	Diff.
Accor	537	- 4
Agache Havas	2 330	+ 80
Air Liquide	2 950	+ 25
Bic	739	- 21
Bic	1 400	+ 80
CCI	1 518	+ 16
Club Méditerranée	719	- 17
Emilior	3 330	- 21
Europe 1	834	- 13
Hachette	3 170	+ 135
L'Air Liquide	2 950	+ 25
L'Oréal	4 430	+ 130
Navigation Minie	1 115	+ 65
Nord-Est	204	+ 5,50
Presses Cif	3 506	+ 50
Saint-Gobain	465	+ 5,10
Santof	878	- 5
Skiis Rougier	1 317	+ 32

Matériel électrique services publics

	24-4-87	Diff.
Alcatel	2 930	+ 30
Alstom-Atlantique	479,70	+ 2,70
Crouzet	355,50	+ 2,50
De Dietrich	1 807	- 8
IBM	930	+ 17
Interlechnique	1 650	- 60
ITT	338	- 7,50
Legrand	5 850	+ 100
Leroy-Sommer	880	+ 7
Lyonnais des Eaux	1 657	- 18
Matra	2 865	+ 220
Medis-Gérin	2 160	- 1
Moulins	1 110	- 1
PM Labinal	933	- 1
Radiotechnique	1 720	+ 25
Schneider	2 450	+ 13,70
SEB	3 584	- 4
Siemens	2 322	+ 12
Signaux	659	- 31
Téléme. Electrique	3 515	- 105
Thomson-CSF	1 730	+ 5

Alimentation

	24-4-87	Diff.
Bégain-Say	599	- 1
Boulogne	2 900	+ 130
BSN	5 230	+ 140
Carrefour	3 445	- 25
Cassio	2 220	- 33
Cinquantenaire	3 430	+ 100
Guyenne et Gasc.	856	+ 26
Leclerc	1 875	- 20
Marcel	1 990	+ 168
Midi-Hennery	2 305	- 45
Nestlé	37 600	+ 250
Occidentale (Gis)	1 325	+ 6
Olida-Caby	180,50	+ 6
Permot-Richard	1 169	+ 84
Prunelle	2 615	+ 170
St-Louis-Bouillon	1 155	+ 9
C.S. Saupiquet	1 230	+ 65
Source Perrier	788	+ 5
Veve Cilequet	4 210	- 10

Pétroles

	24-4-87	Diff.
BP France	155	+ 2
Elf-Aquitaine	335,50	- 1
Eso	503	- 2
Esso	529	- 10
Esso	159,50	+ 10,80
Esso	1 657	+ 13
Esso	865	+ 10
Esso	155	- 4
Esso	155	- 4
Esso	449	- 6
Total	501	+ 6,20

Mines d'or, diamants

	24-4-87	Diff.
Anglo-American	145,50	+ 1,50
Anglo	730	+ 50
Brit. Gold M.	147,50	+ 5,90
De Beers	53,80	+ 4,70
Drief. Com.	159,50	+ 10,80
Genor	121	- 1,60
Gold Field	98,50	+ 2,90
Harmony	101	+ 8,10
Randfontein	929	+ 31
Saint-Helens	126	+ 4,50
Western Deep	403	- 18

BONS DU TRÉSOR

Séance du 24 avril 1987

	Fin 1er	Fin 1er	Cms compte 2000	Valeur (par mille) en %
Jan. 87	92,66	92,63	92,64	- 0,03
Sept. 87	92,68	92,67	92,67	-
Déc. 87	92,67	92,67	92,67	- 0,01
Mars 87	92,67	92,67	92,67	- 0,01

● RECTIFICATIF. — A la suite d'une erreur de transmission, notre cote en date du 24 avril (le Monde du 25 avril) attribuait un cours de 2430 francs à CFAO. L'action se traitait en réalité à 2530 francs, soit un repli d'environ 2 % sur la veille (et non de 6 %).

Mines, caoutchouc, oute-mer

	24-4-87	Diff.
Géophysique	518	+ 4
INCO	123,50	+ 5
INCO	100,50	+ 0,50
Michelin	2 820	+ 231
Min. Pénarroya	61	+ 3
RTZ	94,05	+ 6,95
ZCI	1,33	+ 0,03

Produits chimiques

	24-4-87	Diff.
Ind. Méroix	5 320	+ 40
Labo. Bell.	2 485	+ 225
Rosnel UC	1 800	inch.
RASP	1 760	+ 80
Bayser	1 028	+ 10
Hoechst	925	+ 18
Imp. Chemie	127	+ 0,50
Norsk Hydro	172	+ 13,80

Bâtiment, travaux publics

	24-4-87	Diff.
Auxil. d'entrepr.	1 701	+ 16
Bouygues	1 360	- 80
Cinquantenaire	1 076	- 12
Dumez	2 560	+ 66
GT4	843	+ 39
L. Lafarge	2 480	+ 220
Lafarge	1 760	+ 80
Maison Phélin	138,90	- 15,90
Poiet et Chausson	2 385	+ 41
SCREG	838	+ 2
SGS-SB	109	- 2,50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 16 avril	Cours 24 avril
Or fin (à la livre) ...	85 000	85 200
— Or fin (à la once) ...	85 200	85 200
Pièces françaises (20 fr.)	533	533
• Pièces françaises (10 fr.)	301	308
Pièces suisses (20 fr.)	693	693
Pièces belges (20 fr.)	490	506
Pièces hollandaises (20 fr.)	476	515
Comptants	624	630
• Comptants	625	625
• Comptants	350	345
Pièces de 20 dollars	3 025	3 085
— 10 dollars	1 480	1 530
• 5 dollars	320	350
— 50 pence	3 295	3 385
• 20 marcs	611	636
• 100 francs	510	510
• 5 roubles	370	330

LEUROMARCHÉ

Méfiez-vous du papier-action !

A l'approche de la fin de la semaine précédente, qui s'était matérialisée par une avalanche de papier-or, a succédé un déluge d'émissions de « warrants-actions ».

Depuis lundi, plus de 2 milliards de dollars ont vu le jour sous cette forme. C'est, en l'espace d'une seule semaine, presque autant que pour l'ensemble de l'année 1985 et près de 13 % des 15,5 milliards de dollars émis avec ce type d'instrument pendant les douze mois de 1986. L'engouement actuel, indépendamment de la persistante paralysie du marché libellé en dollars des Etats-Unis, tient au fait que tout un chacun achète du papier permettant d'acquiescer ultérieurement des actions et s'empresse de s'en débarrasser immédiatement avec un bénéfice plus ou moins important.

Pour ne pas vouloir prendre le risque de se brûler les doigts en le détenant trop longtemps. En effet, un nombre croissant d'investisseurs estiment que, si l'activité dans ce domaine ne se ralentit pas, on pourrait assister à un doublement effréné de ces warrants, ce qui entraînerait une dévaluation des positions s'accumulant à un rythme extrêmement rapide chez les banques, alors que les investisseurs ne vont certainement pas tarder à s'apercevoir que ce genre de transaction est dépourvu d'intérêt. Non seulement les warrants-actions sont dotés de primes difficilement amortissables, mais elles ne procurent pas de rendements bien supérieurs à l'action elle-même.

Dans ces conditions, il est préférable d'acquiescer directement le titre en Bourse que de chercher à se le procurer via les warrants. Conservez donc par-dessus vos têtes, afin de les utiliser pour acheter des actions CCF, si vous pouvez vous en procurer, ou des titres de la CGB, les deux privatisations françaises en cours.

Précisément, le prix de 107 F français de l'action CCF a été extrêmement bien accueilli par le marché international des capitaux, qui du reste anticipait le début de la semaine avec un chiffre compris entre 100 et 110 F. Les minutes qui ont suivi l'annonce du prix, une grande frappe de courtage française dont la raison sociale évoque la blondie estivale des champs de blé faisait déjà un marché gris sur la base de 125 à 140 F.

Ce sont 5,8 millions d'actions CCF, sur un total de 41,32 millions offerts au public, qui sont réservés au placement étranger. Ce dernier, qui est d'ores et déjà largement souscrit, va commencer dès le lundi 27 avril. Il s'effectuera dans le cadre d'une répartition géographique, sous la direction d'un consortium bancaire international composé de trente-cinq banques, qui relèvent l'étendue des amis du CCF à travers le monde. L'Union de banques suisses (UBS) dirigera la distribution en Helvétie, avec le concours, comme co-chefs de file, du CCF (Suisse), du CSFB et de la SBCL. En Allemagne, la BHF, teneur de plume, sera assistée par la Commerzbank, la Dresdner Bank et la West LB. L'arrangement au Royaume-Uni sera dirigé par Kleinwort Benson, en association avec Lazard Frères, Cazenove, Comptey Nieuwe et Warburg.

Le CCF lui-même dirigera le placement dans le reste du monde. Pour ce faire, il sera assisté des quatre chefs de

file adjoints qui sont Morgan Guaranty Ltd, la KfWbank luxembourgeoise, Nikko Securities et Indosuez, avec, en outre, les seize co-chefs de file suivants : Banco de Bilbao, Bankers Trust International, Bruxelles-Lombard, Paribas Capital Markets, le Creditanstalt-Bankverein, Dominion Securities, EBC Amro, Enskilda Securities, la Generale Bank, l'autrichienne GZB, Goldman Sachs International, l'Institut Bancario San Paolo di Torino, Merrill Lynch, la NMB, Privatbank et la Société générale.

La prolifération des warrants-actions a surtout été le fait des sociétés japonaises. Certaines s'en sont bien tirées. D'autres ont été moins heureuses. Suzuki Motor, par exemple, a souffert de sa position exportatrice au moment où les primes d'une « guerre commerciale » s'esquissent entre le Japon et les Etats-Unis. L'euro-emission de 100 millions de dollars sur cinq ans, proposée par Suzuki sous la garantie de la Tokai Bank, verra le jour au pair avec un coupon annuel de 2 %. Elle s'est rapidement traitée avec une décote de 600 points de base, c'est-à-dire bien au-dessus des 225 points que représente la commission globale. A chaque euro-obligation de 5 000 dollars est attaché un warrant qui donnera au porteur la possibilité d'acheter jusqu'en avril 1992 un montant équivalent

à l'action Suzuki Motor sur la base d'une prime anticipée aux alentours de 2,50 %.

En revanche, Sumitomo Realty and Development a bénéficié d'un très vif succès avec un euro-emprunt sur cinq ans de 500 millions de dollars parce que le débiteur, l'une des plus grandes sociétés immobilières japonaises, dispose d'actifs tangibles et rentables à l'intérieur des seules frontières de l'Empire du Soleil-Levant. Chaque euro-obligation de 5 000 dollars portera un intérêt annuel de 1,875 % et sera dotée d'un warrant permettant d'acquiescer jusqu'en mai 1992 l'équivalent de 5 000 dollars d'actions Sumitomo Realty, à partir d'une prime qui devrait être équivalente de l'ordre de 2,50 %. En fin de semaine, le papier, qui sera émis au pair, c'est-à-dire à 100, se traitait à 106 sur le marché gris, alors que la commission globale ne totalise que 2,25 %.

Sur des bases similaires, la seule différence étant le coupon, qui n'est plus que de 1,75 %, Mitsubishi Corp., la tentaculaire maison de négoce japonaise, a réussi l'exploit, avec 600 millions de dollars, de réaliser avec succès la plus grande euro-emission de warrants-actions. D'autres, les euro-obligations se sont traitées aux environs de 107-108, alors qu'elles seront émises à 100.

La dévotion japonaise demeurant, avec l'Allemagne, l'une des vedettes du marché international des capitaux - la grande différence étant que le secteur primaire libellé dans la monnaie allemande est pratiquement désert, - il n'est pas étonnant que les euro-emprunts en yen continuent d'appeler non seulement les investisseurs mais, surtout, les banques, susceptibles de diriger ce genre de transactions.

Le degré de concurrence dans ce domaine est, mercredi, devenu encore plus évident après que l'Union de banques suisses ait décroché un euro-emprunt de 40 milliards de yens pour la Chubu Electric Power Co. C'était la première fois qu'une banque non japonaise réalisait un tel exploit et allait diriger en chef un emprunt en yens pour le compte d'un débiteur japonais, domaine exclusivement réservé jusqu'à présent aux maisons nipponnes.

Ces dernières n'ont pas manqué de pousser des cris d'effroi, clamant que l'UBS était incapable de tenir un marché en yens. L'opération ne s'en est pas moins fort bien passée, et les Japonais se sont vu contraints de baisser leur caquet. D'une durée de dix ans, la transaction a été offerte à un prix de 101,75, sur un coupon annuel de 4,75 %. Ces conditions, très avantageuses pour l'emprunteur, parce qu'elles reflètent l'ampleur de la concurrence dans ce domaine, ont été « tirées » pour les prêteurs, n'ont toutefois pas découragé ces derniers, toujours avides de yens. A la veille du week-end, les euro-obligations Chubu se traitaient à l'intérieur de la commission globale de 2 %.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVICES ET L'OR

Baisse générale du dollar

Deux mois à peine après l'accord du Louvre sur un essai de stabilisation des parités monétaires, une baisse générale a affecté le dollar cette semaine, commençant par le yen et s'étendant aux monnaies européennes, le billet vert tombant à 5,95 F à Paris. Le motif : toujours les petites phrases des hommes politiques que les opérateurs se hâtent d'amplifier.

En début de semaine, le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, réaffirmait qu'une nouvelle baisse du dollar serait « inévitable », rappelant que les sept principaux pays industrialisés de l'Occident étaient disposés à agir conjointement pour stabiliser la devise américaine. Mais, les jours suivants, et à deux reprises, M. Clayton Yeutter, le représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce, en visite à Tokyo, faisait des déclarations particulièrement menaçantes. Se déclarant « déçu » par le refus du Japon d'accepter les importations agricoles américaines et par son inefficacité à stimuler la demande intérieure du pays, M. Yeutter a déclaré tranquillement mercredi : « Le taux actuel du dollar à 140 yens pourrait tomber à 100 yens si se perpétue la situation où le Japon n'a que des biens à vendre aux Etats-Unis et rien à leur acheter ».

L'effet de cette phrase fut magique : à Tokyo, les détenteurs de dollars se hâtèrent pour le vendre. Conséquence : le billet vert crevait le seuil des 140 yens pour tomber, vendredi matin, à 139 yens, nouveau

record historique, et se redresser légèrement à 139,75 yens à la veille du week-end. Facteur aggravant : M. Kiishi Miyazawa, le ministre des finances nippon, assurait en fin de semaine que cette nouvelle baisse du dollar ne justifiait pas le réexamen des décisions prises en vertu des accords du Louvre de février dernier et que les taux de change devaient être déterminés par le marché. Autrement dit, le dollar devait trouver tout seul son point d'équilibre. Devant cette horrible perspective, les ventes reprenaient de plus belle, en dépit d'une intervention de la Banque du Japon.

En fin de semaine, l'élément nouveau était que les monnaies européennes, jusqu'alors épargnées, se sont trouvées entraînées malgré elles dans la bataille. Vendredi, la devise américaine chutait brutalement à 1,7850 deutschemark sur la place de Tokyo, au plus bas depuis janvier dernier, pour remonter à 1,7950 deutschemark après les interventions vigoureuses des banques centrales. Ce cours correspondait à celui de 5,95 F sur la place de Paris.

La hausse du deutschemark face au dollar se répercutait au sein du système monétaire européen, notamment à Paris, où la devise allemande montait brutalement à 3,3375 F pour retomber toutefois à 3,3310 F.

Pour la semaine prochaine, le plupart des opérateurs prévoient un nouveau recul de la devise américaine provoqué par les retombées du conflit commercial opposant les

Etats-Unis au Japon. Pour eux, la forte progression du produit national brut des Etats-Unis pour le premier trimestre (+4,3 %), la plus forte hausse depuis le deuxième trimestre 1984, n'est guère convaincante, car elle est due essentiellement à l'augmentation des stocks des entreprises, stocks qui avaient fortement diminué au dernier trimestre 1986. En fait, les marchés financiers internationaux sont redevenus pessimistes sur le dollar, ce sentiment se traduisant par une baisse continue des taux d'intérêt outre-Atlantique (voir ci-dessous). Les économistes de la firme new-yorkaise Shearson Lehman prévoient une baisse supplémentaire du dollar par rapport au yen de l'ordre de 20 %. Dans ce cas, il serait difficile que les monnaies européennes restent à l'écart du mouvement.

Sur le marché de l'or, la reprise se poursuit, le cours de l'once atteignant 462 dollars en fin de semaine, au plus haut depuis le début de 1985. L'argent-métal, lui aussi, poursuit sa reprise. « Si les matières premières commencent à vraiment s'agiter, c'est un signe », assurent les spécialistes, qui prévoient des turbulences sur les marchés.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 AU 24 AVRIL

(La ligne inférieure donne cours de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SEIL	Front français	Front suisse	D. mark	Yen	Florin	Lira italienne
London	—	—	—	—	—	—	—	—
New-York	1,6290	—	16,7224	88,7609	35,7724	2,8860	48,4508	8,8788
Paris	1,6270	—	16,5226	88,6667	35,8357	2,8867	48,4543	8,8772
Bruxelles	1,6270	—	16,5226	88,6667	35,8357	2,8867	48,4543	8,8772
Frankfurt	1,6270	—	16,5226	88,6667	35,8357	2,8867	48,4543	8,8772
Zurich	1,6270	—	16,5226	88,6667	35,8357	2,8867	48,4543	8,8772
Madrid	1,6270	—	16,5226	88,6667	35,8357	2,8867	48,4543	8,8772
Buenos Aires	1,6270	—	16,5226	88,6667	35,8357	2,8867	48,4543	8,8772
Sao Paulo	1,6270	—	16,5226	88,6667	35,8357	2,8867	48,4543	8,8772
Amsterdam	1,6270	—	16,5226	88,6667	35,8357	2,8867	48,4543	8,8772
Milan	1,6270	—	16,5226	88,6667	35,8357	2,8867	48,4543	8,8772
Tokyo	1,6270	—	16,5226	88,6667	35,8357	2,8867	48,4543	8,8772

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 avril, 4,2745 F contre 4,2243 F le vendredi 17 avril.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Café : le Brésil joue et perd

Après la sécheresse qui s'est, en 1985-1986, déchaînée sur le café récolté (de 30 millions à 14 millions de sacs de 60 kilos environ), c'est l'effondrement des prix qui touche de plein fouet le Brésil, premier producteur mondial de café. Le 24 avril, le tonne de robusta se traitait à Londres à 1 355 livres, alors qu'elle valait encore 2 400 livres en septembre.

Or c'est précisément à cette époque que l'industrie brésilienne du café (IBC), croyant pouvoir redresser les prix de façon artificielle, a acheté sur la place britannique 1,5 million de sacs. Grave erreur. Le marché, au lieu de se reprendre, a poursuivi sa descente jusqu'à l'été. Dans l'affaire, Sao Paulo a essuyé une perte nette d'au moins 140 millions de dollars. Le président de l'IBC, M. Graciano, à l'origine de cette malheureuse affaire, a été limogé, remplacé par M. Dauster.

Ce dernier, à qui incombe la tâche délicate de limiter les dégâts, vient de proposer une solution de fortune. Dans un délai de six à huit mois, 630 000 sacs de robusta

achetés à l'automne dernier par l'IBC seront rapatriés vers Londres et vendus aux enchères par lots de 1 000 sacs, afin de ne pas peser sur les cours. 106 000 sacs d'arabica brésilien seront offerts de la même manière.

Pour Sao Paulo, l'enjeu de cette opération est important : en septembre, l'IBC n'avait pas directement procédé aux achats de robusta. Il avait eu recours aux services de huit firmes européennes de négoce, qui avaient elles-mêmes avancé les fonds de l'opération, sans doute convaincu de sa réussite. Aujourd'hui, les Brésiliens doivent 150 millions de dollars à ces sociétés. Ils espèrent être en mesure de rembourser leur créance à l'issue des enchères, à condition que les prix cessent de s'effondrer.

Sao Paulo n'est pas seul à subir les sautes d'humeur du café sur les marchés internationaux. Au premier trimestre 1987, les recettes d'exportations de la Colombie (second producteur mondial) tirées de l'arabica ont reculé de 233,7 millions de dollars. Elles n'ont plus représenté que 347,5 millions de dollars, contre 581,2 millions de dollars au cours de la période correspondante de 1986.

Faut-il souhaiter qu'une nouvelle sécheresse ou que des gelées australiennes viennent raffermir le mar-



ché ? Seuls les spéculateurs peuvent rêver à de tels accidents climatiques. Les producteurs et consommateurs de café devraient plutôt chercher à rétablir les quotas d'exportation, suspendus depuis février 1986. Sans ce préalable, une remontée des prix reste compromise ou, au mieux, aléatoire.

E. F.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un vent d'Ouest réfrigérant

S'il a fait chaud en France cette semaine, le marché financier risque d'avoir froid, un contrat perturbé circulant en provenance des Etats-Unis où les taux d'intérêt s'orientent franchement à la hausse. A la veille du week-end, l'emprunt fédéral 7,5 % trenten à échéance 2016 voyait son rendement s'élever à près de 8,60 %, contre 7,40 % il y a deux mois, son cours tombant à 88 contre plus de 100 à la fin de 1986. De son côté, l'eurodollar à six mois s'élevait à plus de 7 %. Cette hausse des taux était provoquée en partie par la crainte de voir les prêteurs japonais se retirer du marché américain pour limiter leurs pertes de change, à la suite de la nouvelle baisse du dollar par rapport au yen.

Par ailleurs, une rumeur courait sur un désaccord au sein du conseil de la Réserve fédérale. Selon un article du Washington Post, le président de la Réserve, M. Paul Volcker, serait favorable à un durcissement de la politique du crédit

aux Etats-Unis en raison de la baisse du dollar et de la reprise de l'inflation. En revanche, une majorité des membres du conseil s'y opposeraient, estimant qu'une hausse des taux d'intérêt plongerait l'économie américaine dans la récession. Cette rumeur avait beau être démentie, une malaise n'en subsistait pas moins.

De son côté, le président de la Banque du Japon a réaffirmé que de nouvelles mesures d'assouplissement n'étaient pas nécessaires, tandis que le vice-président de la Banque fédérale d'Allemagne, M. Helmut Schlesinger, se montrait peu favorable à tout nouvel abaissement des taux allemands.

Dans de telles conditions, le climat ne pouvait être que morose à Paris, en dépit d'un léger assouplissement de l'attitude de la Banque de France. Cette dernière, tout en maintenant à 7 3/4 % le taux de son adjudication du 24 avril, consentait à ramener de 8 1/2 % à 8 1/4 % le

taux de ses pensions à sept jours. Elle abaissait ainsi le jalon supérieur du chenal dans lequel évolue le marché interbancaire. Quelque soit la largeur de ce chenal, il est resté à demi-point. La veille du week-end, le taux au jour le jour était revenu à 7 5/8 % - 7 3/4 % au voisinage du jalon inférieur. On se demande toutefois si les nouvelles turbulences apparues au fin de semaine sur les marchés des changes, avec une légère tension sur la parité mark-franc ne vont pas stopper la Banque dans son bel élan, priorité étant revenue à la défense du mark.

Sur le MATIF, le climat n'a pas été à l'optimisme. En fin de semaine, l'échéance était cotée à 106,80 contre 107,40 huit jours auparavant et celle de septembre 106,90 contre 107,50. Certains opérateurs prévoient toutefois une amélioration pour la semaine prochaine. Que les diex des marchés les entendent !

Dans ces conditions, les deux émissions du Crédit foncier de France pour 4 milliards de francs ont rencontré un accueil plutôt mitigé. Cela a été le cas surtout pour la tranche à taux fixe (8,50 %) avec un bon de souscription pour une autre obligation à 8,50 % également. La tranche à taux variable (TME) avec un bon d'échange pour une obligation à 8,50 % a été mieux accueillie. Relevons que le Crédit foncier de France, après la Caisse de refinancement hypothécaire, va procéder à des émissions par adjudication. On n'arrête pas le progrès.

F. R.

Le Monde

sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ LEMONDE

PRODUITS COURS DU 10-10

Café a. g. (Londres)	847 (- 35)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (Londres)	788 (- 19)
Trois mois	Livres/tonne
Nickel (Londres)	2 391 (- 43)
Trois mois	Livres/tonne
Sucre (Paris)	1 160 (- 18)
Avril	Francs/tonne
Café (Londres)	1 365 (+ 93)
Mai	Dollars/tonne
Cacao (New-York)	1 287 (- 15)
Mai	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	279 (- 7,75)
Mai	Cents/bushel
Mais (Chicago)	175,75 (+ 6)
Mai	Cents/bushel
Soya (Chicago)	156,5 (+ 6,9)
Mai	Dollars/l. couru

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ÉCONOMIE

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	DATES	MINITEL
3 Les négociations sur le désarmement. — Le 72 ^e anniversaire du génocide arménien. 4 La fin des travaux du Conseil national palestinien. 5 Madagascar : la bonne conscience du président Ratsiraka.	6 La fin du voyage de M. Chirac en Lorraine. Les petites et moyennes entreprises constituent la cible principale de cette offensive. Traditionnellement frileuses et peu enclines aux aventures étrangères, longtemps tenues à l'écart par les barrières protectionnistes imposées par Madrid, les PME françaises découvrent soudainement ce marché de trente-neuf millions d'habitants pourtant à leurs portes. Ce sont elles et non les grandes entreprises, estime-t-on à Paris, qui doivent désormais occuper l'essentiel du terrain disponible. La tendance, d'ailleurs, s'est déjà amorcée : en 1986, les investissements français en Espagne provenant de PME ont représenté 76 % du total, alors que le pourcentage correspondant pour l'ensemble des investissements étrangers n'était que de 36 %.	7 L'enquête sur les attentats de septembre à Paris. — Entretien avec le directeur général de l'UNICEF. — Echéances. 8 Deux congrès d'enseignants du privé. — La répartition des sites pour les JO d'hiver de 1992.	9 Les aides publiques à la photographie. — La Printemps de Bourges. COMMUNICATION 8 La bataille Berlusconi-Bouygues. — Une dizaine de candidats pour le satellite TDF 1.	13 La privatisation du CCF devrait être une opération blanche pour l'Etat. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	2 Il y a cinquante ans, le cauchemar de Guernica. SERVICES Carnet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10	● Terrorisme : la filière iranienne ? (Tapez JOUR). ● La carte scolaire : choisissez l'école de votre enfant (Tapez LYC). Actualité, Sports, Bourse, Météo, Télématel, Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

— Le commerce extérieur et la situation économique en Espagne

M. Michel Noir veut inciter les entreprises françaises à franchir les Pyrénées

MADRID de notre correspondant

Lancer un véritable « plan d'action Espagne » pour inciter les entreprises françaises, et plus particulièrement les PME, à franchir les Pyrénées : tel est l'objectif de la visite qu'a effectuée à Madrid et à Barcelone, le jeudi 23 et le vendredi 24 avril, M. Michel Noir, ministre délégué chargé du commerce extérieur.

Tout va certes, à première vue, pour le mieux entre Paris et Madrid sur le plan commercial. La France est le premier client de l'Espagne et son troisième fournisseur (avec, il est vrai, un déficit du côté français qui se répète chaque année depuis 1975). En termes de stocks cumulés, elle est aussi le deuxième investisseur étranger. Son implantation au sud des Pyrénées est ancienne : elle est surtout le fait de grands groupes industriels qui s'y sont installés pour pénétrer le marché local à l'époque où l'Espagne vivait encore en semi-autarcie.

Or, malgré ces éléments favorables, la France a moins profité que ses concurrents de l'abaissement des barrières douanières lié à l'adhésion de Madrid à la CEE. Ainsi, en 1986, les exportations françaises à destination de l'Espagne ont augmenté de 21 %, alors que l'ensemble des ventes communautaires enregistrait une croissance de 31 %. Le pourcentage est particulièrement spectaculaire pour l'Italie (+53 %), la Belgique (+52 %) ou la RFA (+37 %).

Si le démantèlement des barrières douanières doit se poursuivre jusqu'au 1^{er} janvier 1993, c'est tout de même maintenant, estime-t-on à Paris, qu'il importe d'occuper la place. Aussi s'agit-il de convaincre les patrons français de faire vite.

Le rôle des PME

Les responsables du commerce extérieur entendent notamment multiplier les rencontres entre responsables régionaux des deux pays, mieux faire connaître l'Espagne au sein des fédérations professionnelles françaises, mettre au point avec les banques et les sociétés de capital-risque des formules d'appel finan-

ZAMBIE

Pretoria annonce avoir tué cinq partisans de l'ANC au cours d'un raid

Pretoria. — Le quartier général des forces armées sud-africaines a annoncé, samedi 25 avril à Pretoria, avoir tué cinq membres du Congrès national africain (ANC) au cours d'un raid effectué en Zambie. Ce raid, a précisé le quartier général, a eu lieu à Livingstone (sud-est de la Zambie, près de la frontière avec le Zimbabwe). Le commando sud-africain a également détruit une maison et un entrepôt d'armements, alors qu'il effectuait, affirme le communiqué, une opération de « reconnaissance sur une voie d'infiltration de la Zambie au Botswana ». — (AFP, Reuters.)

M. ANICET LE PORS

invité du « Grand Jury RTL - Le Monde »

M. Anicet Le Pors, ancien sénateur communiste, ancien ministre délégué à la fonction publique du gouvernement Mauroy, membre du comité central du PCF, sera l'invité du « Grand Jury RTL - Le Monde » dimanche 26 avril, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Le Pors, qui a été nommé conseiller d'Etat en 1985, répondra aux questions de Patrick Jarnum et de Bertrand Le Gendre, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Bernard Lebut, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15-4 LEMONDE

Madrid va octroyer une aide de 11 milliards de francs à la sidérurgie

Le gouvernement espagnol vient d'approuver l'octroi d'une série d'aides pour une valeur totale de 223 milliards de pesetas (11 milliards de francs environ), destinées à la reconstruction de l'industrie sidérurgique. Ces aides s'inscrivent dans le programme d'adaptation de l'industrie sidérurgique espagnole aux objectifs fixés par la CEE pour l'ensemble de la production européenne. Elles seront principalement destinées à la reconstruction financière des entreprises et à la réorption des excédents de personnel.

Les entreprises bénéficiaires sont les Hauts fourneaux de Biscaye (pour 117 milliards de pesetas), le groupe Ensidesa Sidem (68,8 milliards), le groupe Aceror (29,4 mil-

Les banques étrangères rejettent le plan de restructuration de la FECSA (électricité)

Les banques étrangères créditrices de la société espagnole Forces électriques de Catalogne (FECSA) ont rejeté le plan de restructuration de cette entreprise de distribution d'électricité qui avait décidé le mois dernier de suspendre provisoirement le paiement du principal de sa dette et dont la cotation en Bourse avait été suspendue le 6 février dernier.

Les créanciers internationaux se sont nettement opposés à la volonté de FECSA de différer à 1994 le paiement du principal de la dette et d'en réduire le taux des intérêts.

Le total des emprunts de la compagnie, l'un des grands du secteur électrique en Espagne, se monte à 580 milliards de pesetas (4,4 milliards de dollars), dont 300 milliards appartenant à des banques étrangères. — (AFP.)

M. Ian Maxwell négocie le rachat d'une partie des actions du groupe Le Provençal

MARSEILLE de notre correspondant régional

M. Ian Maxwell, PDG de l'Agence centrale de presse (ACP) et fils du magnat de la presse britannique M. Robert Maxwell, nouvel actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var-Matin-Républicain*, et Sylvie (M^{me} Leenhardt), veuve de l'ancien député (PS) du Var (M^{me} Robert Maxwell, ancien actionnaire de TF 1, a engagé des négociations pour le rachat des actions détenues par M^{me} Annie Leenhardt dans le groupe Le Provençal. En indivision avec ses deux filles — Anne-Marie (M^{me} Henry Laffont), directrice du quotidien toulonnais *Var*